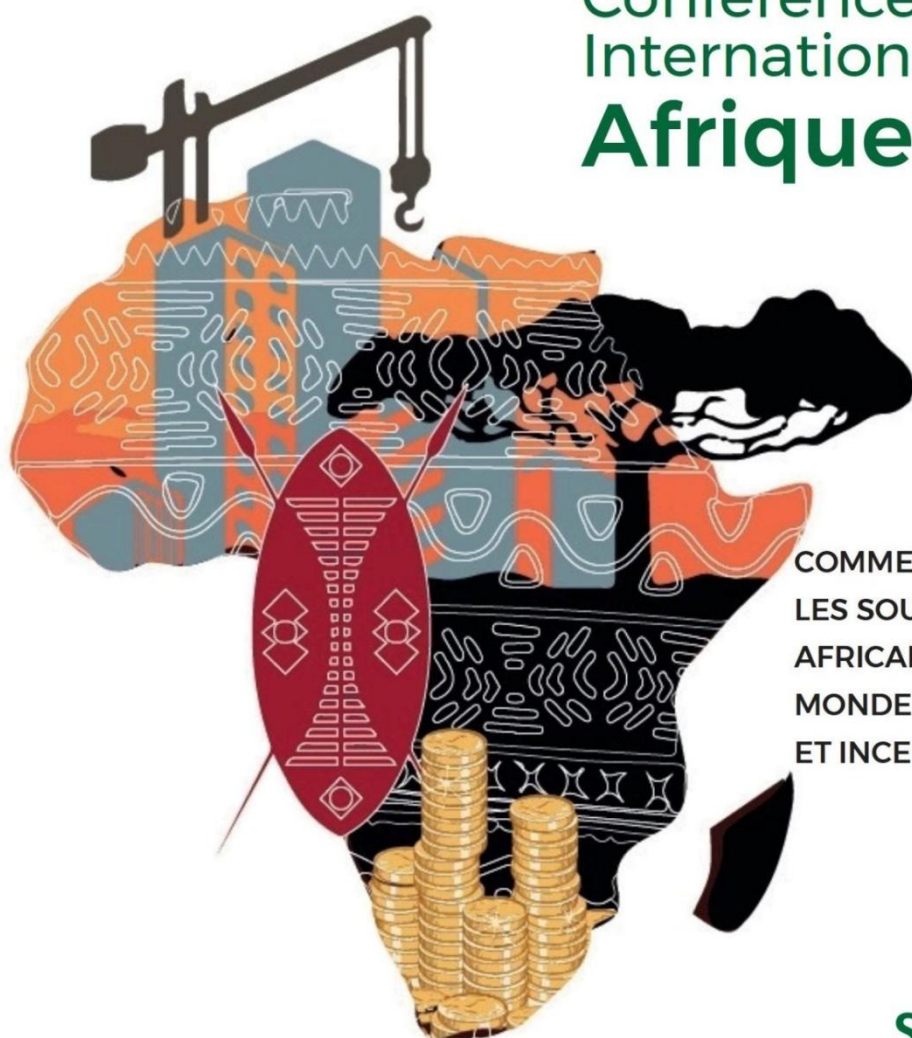


GROUPE INITIATIVE AFRIQUE

Sixième Conférence Internationale **Afrique**



COMMENT PENSER
LES SOUVERAINETÉS
AFRICAINES DANS UN
MONDE FRACTURÉ
ET INCERTAIN?

COTONOU
08-11 MAI 2025

**SYNTHESE
DES DEBATS ET
RECOMMANDATIONS**

www.initiative-afrique.org

PREAMBULE

Les recommandations qui suivent résultent des débats de la **Sixième Conférence internationale du GROUPE INITIATIVE AFRIQUE (GIAf)**, important **cercle de réflexion et réseau panafricain, indépendant et à but non lucratif**, qui vise à rassembler des leaders des différents secteurs de la société africaine, animés de l'envie d'initier, « *les transgressions et les ruptures nécessaires pour faire véritablement bouger les choses, pour un meilleur devenir de l'Afrique* » selon les propos de son Président fondateur, le très regretté **Charles Konan BANNY**.

Depuis sa **création en 2011 à Yamoussoukro**, le **GIAf**, s'inspirant des méthodes de débat de l'institut ASPEN dont le groupe est issu, a organisé **cinq grandes Conférences internationales en Afrique** - sur la Gouvernance, l'Efficacité de l'État, la Jeunesse, l'Intégration régionale, les Nouveaux départs après le COVID - dont les recommandations sont disponibles sur www.initiative-afrique.org

Cette **Sixième conférence** a réuni en **mai 2025 à Cotonou sur deux jours et demi**, une soixantaine de personnalités de haut niveau, originaires du monde de la politique, de l'armée, de l'entreprise, de l'université et de la société civile, incluant des représentants de la jeunesse. (**liste des participants en fin de document**)

C'est en croisant l'ensemble de leurs angles d'analyse à partir de retours d'expériences et de leçons tirées de l'histoire, qu'ont été établies ces recommandations qui doivent **faciliter les prises de décision** des politiques, des acteurs des secteurs publics et privés et de la société civile en général, **notamment la jeunesse** à qui ce document est également destiné.

GROUPE INITIATIVE AFRIQUE, tient à remercier particulièrement un de ses éminents membres fondateurs, **Abdoulaye BIO TCHANE**, Ministre d'État du Bénin en charge du Développement et de la Coordination gouvernementale **et son Ministère**, sans l'appui desquels cette conférence n'aurait pu se tenir.

SOMMAIRE

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONCLUSIONS.....	4
Session 1: (RE)CONSTRUIRE UNE SOUVERAINETÉ ÉQUILIBRÉE EN POLITIQUE INTÉRIEURE AFRICAINE	5
A. Analyse de cas d'« utilisations détournées » de « l'étendard de la souveraineté ».....	5
B. Leçons d'histoire de la souveraineté africaine	7
C. Évolutions des souverainetés jusqu'à aujourd'hui	8
D- Quels fondements pour une souveraineté africaine « équilibrée »	9
E .Recommandations pour un changement positif	10
 Session 2 : LES CONDITIONS DE CONQUÊTE DE LA « SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE »	 14
A. Les conséquences de la fin de l'état providence	14
B. S'attaquer résolument aux « insuffisances actuelles »	16
C. Focus sur l'économie réelle.....	18
 Session 3 : LA « SOUVERAINETÉ SÉCURITAIRE » FACE AUX MENACES ET AUX DÉFIS TRANSVERSAUX	 22
A. Une grave situation sécuritaire due à des responsabilités partagées	22
B. L'aspect holistique de la dimension sécuritaire	24
C. Neuf recommandations pour renforcer la sécurité « inter-africaine ».....	24
D. Deux recommandations pour renforcer la connexion avec « la communauté internationale » ..	29
E. Le cas du Bénin	30
 Session 4 : LES SOUVERAINETÉS NATIONALES ET LES CULTURES AFRICAINES, FACE A LA GÉOPOLITIQUE MONDIALE ET SES LUTTES D'INFLUENCE.....	 32
A. Différents aspects de la souveraineté africaine dans la géopolitique mondiale.	32
B. Les « fondements » d'une véritable souveraineté africaine dans la géopolitique actuelle.....	37
C. Recommandations pour construire une « souveraineté véritable », au plan mondial.	38
 Session 5 : SEANCE CONCLUSIVE	 46
Annexe	47
PARTICIPANTS A LA CONFERENCE.....	49

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONCLUSIONS

L'Afrique subsaharienne, à travers **les différents éclairages historiques** apportés par cette conférence, témoigne d'une «souveraineté en construction» encore très mouvante.

Elle peut cependant à partir d'une **juste introspection** sur sa « gouvernance » et ses « servitudes imaginaires » éclairée par l'analyse sans concession de certains exemples de succès ou d'échecs, **réussir sa « construction économique »**.

Cet objectif parfaitement atteignable compte tenu de ses considérables ressources -notamment énergétiques- suppose néanmoins la mobilisation d'une forte volonté de travail, du sérieux et la capacité à **bâtir « une confiance » en elle-même et entre les pays qui la composent**, suffisante pour véritablement renforcer son « intégration régionale ».

Elle pourrait ainsi, compte tenu des ressorts culturels dont elle dispose, **ambitionner le label « du bon pays » ou « du bon continent »**, exerçant une influence mondiale naturellement **forte** par sa démographie et **bienfaisante** par sa spiritualité et ses valeurs traditionnelles .

Le Monde entier en sera inévitablement impacté pour le meilleur ou pour le pire. De nombreuses **recommandations** ont été formulées pour tendre vers le « meilleur »...

Session 1: (RE)CONSTRUIRE UNE SOUVERAINETÉ ÉQUILIBRÉE EN POLITIQUE INTÉRIEURE AFRICAINE

Derrière l'utilisation intempestive de ces mots fourre-tout « souveraineté » et « souverainisme » dont le sens a beaucoup évolué selon les pays, se cachent beaucoup **d'ambiguïtés** que cette première session s'est efforcée de lever:

Partant de l'analyse de cas d'utilisations actuellement « détournées » de ces mots, mais aussi **d'enseignements tirés de faits marquants de l'histoire africaine** qu'il est utile de se remémorer, la conférence de Cotonou s'est attachée à dégager les éléments constitutifs **d'une souveraineté « raisonnable » en politique intérieure africaine** et à formuler **des recommandations** pour le futur.

A. ANALYSE DE CAS D'« UTILISATIONS DÉTOURNÉES » DE « L'ÉTENDARD DE LA SOUVERAINETÉ »

1- Une souveraineté « agressive et défensive », au Mali,

Cette souveraineté agressive a été provoquée au départ par **de grandes frustrations** liées à de multiples **causes internes**: l'insécurité, le changement climatique, une forte poussée démographique... **combiné à des éléments de communication** montrant que la vie se déroule mieux ailleurs! **Une gouvernance antérieure pas très vertueuse** avec un développement effréné de la corruption et l'exacerbation des inégalités...

S'ajoutent des causes externes: l'attitude française n'a pas été exemplaire avec une communication contestée, comme d'ailleurs celle de la CEDEAO. Tout cela a permis **aux militaires de renverser l'ordre établi** et de bâtir **un narratif « souverainiste »** qui les a rendus populaires.

L'édifice actuel est cependant d'une fragilité croissante : les nouveaux acteurs ne sont pas vraiment différents des anciens...Pour ces raisons il n'est pas exclu que **ce régime-là tombe** comme les précédents.

2- Une souveraineté « détournée », en République Centrafricaine (RCA).

Des dynamiques proches de ce qui se passe au Mali. **Le mot « souverainiste » est parti de Bangui** avant d'arriver à Bamako.

Beaucoup de questions en rapport à la constitution, sont urgentes en RCA et le danger est d'être emporté par l'urgence d'un agenda de **déconnexion des questions les unes par rapport aux autres**. La « **vraie souveraineté** » serait de relier tous ces facteurs entre eux mais le déroulement des élections se présente comme un formidable instrument pour aliéner la population.

Dans ce contexte **les élections ne sont pas un défi de « reconquête de soi »** pour décider de son destin. Cela impliquerait que les mots employés soient « habités » en tant que tels par les « centrafricains », ce n'est pas le cas: **le mot « Etat » par exemple a été inventé en Occident**, les centrafricains l'ont repris dans les années 60 mais cela reste un défi d'y « réinjecter véritablement eux-mêmes »

La structure actuelle de l'État reste **une projection de la structure coloniale**, du temps où Bangui était une colonie d'exploitation et on retrouve cette structure avec les sociétés « concessionnaires » d'antan, qui sont aujourd'hui ... **les groupes mercenaires armés!**

Dans ce contexte, **on fait référence à la souveraineté pour « échapper à l'essentiel »**; c'est-à-dire à la ré-appropriation de soi. On crie « souveraineté » fort pour ne pas donner la parole aux africains pour qu'ils décident de leur destin et **la jeunesse** qui n'est pas très bien formée est manipulable.

3- Une souveraineté « inefficace », en République démocratique du Congo (RDC),

C'est un pays immense, très riche en matières premières, qui fait face à beaucoup de défis: sécuritaires, de gouvernance, économiques, de justice.

La RDC a connu une **première alternance pacifique**, puis les deux camps se sont divisés et on constate aujourd'hui une Hyper-présidentialisation.

Des pistes de solutions existent mais...**leur « mise en œuvre » est défailante** dans la plupart des objectifs poursuivis:

- **Renforcer l'Etat de droit et l'autorité des Institutions:** la justice actuellement est comme « une toile d'araignée qui laisse passer les moineaux et attrape les petites mouches! ».
- **La souveraineté et l'autorité de la loi** qui est aux ordres avec des problèmes de droits de l'homme qui concernent la plupart de ceux qui se sont opposés et dont beaucoup se retrouvent en exil.
- **Une décentralisation « effective »:** on la préconise mais on a l'impression que toutes les décisions sont prises à Kinshasa.
- **La Sécurité....** On préconise la réforme du secteur de sécurité, le gouvernement dilapide les fonds. Le budget sécurité représente 30 % du budget national, sans garantir la sécurité nationale. L'armée congolaise s'est construite par intégrations successives, par brassage suite aux rébellions à répétition. Difficile d'en faire une armée victorieuse.
- **La relance économique** qui vise la diversification économique et la modernisation de l'agriculture pour consacrer l'autosuffisance alimentaire et créer des emplois en zone rurale.
- **Les infrastructures:** il n'y a pratiquement pas de routes et de chemins de fer, également des problèmes d'accès à l'eau potable et d'assainissement.
- **Le problème d'une éducation de qualité (pour tous):** la RDC vient juste d'adopter le système License Master Doctorat (LMD) pour remplacer un mécanisme archaïque qui aujourd'hui forme des chômeurs.
- **Le rôle de la Société civile:** il faudrait la renforcer, pour qu'elle puisse impulser les changements.
- **La diplomatie:** l'objectif est d'assainir le climat des affaires pour attirer les investissements en RDC.

B. LEÇONS D'HISTOIRE DE LA SOUVERAINETÉ AFRICAINE

1- Retour sur la guerre du Biafra

« L'affirmation de souveraineté africaine n'est pas une affaire d'aujourd'hui »

Témoignage d'un Ancien: à l'époque de la guerre du Biafra, le Général de Gaulle qui voulait punir le Nigeria avait demandé au Cameroun de servir de base arrière pour le décollage des avions. **Le Président Ahidjo** avait refusé et massé des troupes à la frontière...

Du coup, les Français avaient été obligés de constituer des ponts aériens beaucoup plus lointains à partir du Gabon. Cela a été un facteur essentiel de l'échec de la tentative de sécession du Biafra... »

Cet exemple Camerounais montre ce que les pays africains sont capables de faire **quand il savent défendre leurs propres intérêts... »**

2- Retour sur l'histoire des essais nucléaires dans le Sahara

Témoignage du même Ancien: **« Des oppositions efficaces par la voie de diplomatique ont aussi existé:** Le Général de Gaulle avait lancé les essais nucléaires dans le Sahara qui pouvaient être dangereux pour l'ensemble de la région.

Un petit groupe au Nigeria et a demandé au président d'écrire au Général de Gaulle afin qu'il fasse cesser ces essais nucléaires. On l'a pris par les sentiments en faisant allusion au passé douloureux de nos populations et il a finalement répondu positivement. **On peut réussir si on se prend au sérieux. »**

3- Retour sur les erreurs du commencement de la CEDEAO.

Un survivant du groupe fondateur de la CEDEAO raconte **les erreurs du début** dont nous subissons les conséquences encore aujourd'hui:

« Suite à un procès organisé au Nigéria certains membres de ce groupe ont fui vers le Ghana en passant par Porto-Novo pour se réfugier auprès de Nkrumah et **c'est leur activisme au Ghana qui a créé la CEDEAO**. C'est grâce à cela qu'on est arrivé à mettre fin à la Guerre du Biafra. Revenus au Ghana, Ils ont posé les bases de la libre circulation des biens et des personnes! Malheureusement où en sommes-nous aujourd'hui, tant d'années après...?

En fait à l'époque, les jeunes disposaient de connaissances livresques, mais **n'étaient pas préparés pour les tâches à accomplir. Ils voulaient simplement en jouir.**

(Belles voitures, dactylographes embauchées comme secrétaires mais ne sachant même pas répondre au téléphone etc.) Les premiers fonctionnaires n'avaient aucune idée de ce que voulait dire « économiser », une vraie gabegie !« *Le mal au départ résidait dans l'incompétence* ». L'esprit n'était pas au travail bien fait...

Il faut savoir reconnaître les erreurs du passé -qui sont nombreuses -, en tirer les leçons, comme par exemple sur le niveau de « technicité » requis pour maîtriser certains sujets comme la monnaie notamment et **nous remettre au travail.**

On ne peut rien attendre des autres, mais si on prend les choses sérieusement, on va réussir! »

4- Un débat sur la souveraineté « bâclé au démarrage »

Selon les propos de **Pedro PIRES**, premier Président du Cap Vert :

« **Nous avons raté le départ** avec cette question de l'indépendance qu'on nous proposait qui était en fait une indépendance uniquement politique avec une souveraineté soit disant internationale (avoir un siège aux Nations Unies) alors que **la vraie souveraineté, c'est une « émancipation** politique, économique, diplomatique, linguistique, culturelle et sociale etc. »

Les dirigeants africains de l'époque ne se sentaient pas gênés de dire qu'ils appelaient « leurs amis français » pour les aider à rédiger nos constitutions. On a pratiqué un **« copier-coller » constitutionnel avec la France**, que certains considèrent aujourd'hui comme tragique:

Si les français avec la cinquième République ont critiqué le fait d'avoir créé des « monarches républicains », nous en Afrique, nous avons créé...des « super monarches », qui ne sont pas républicains en plus!

On dit chez nous que le président de la République est la clé de voûte des institutions **« et »** le gardien de la Constitution... comment peut-il véritablement garder quelque chose qui le garde!? car il a la haute main sur la Justice, le Parlement, toutes les institutions. Nous passons notre temps à copier...

L'État a été considéré dans **la charte de l'Union africaine** comme « indépendant et souverain »; Or dans une dynamique pour unir les Etats africains, il aurait fallu parler d'Etats **« souverains » et... « interdépendants! »**

C. ÉVOLUTIONS DES SOUVERAINETÉS JUSQU'À AUJOURD'HUI

- La souveraineté nationale est aujourd'hui en crise:

Dans les **années 60** nous avons pensé la souveraineté sans accepter aucune intervention extérieure dans nos Etats. Aujourd'hui on observe qu'il y a des fragilités structurelles qui sont justifiées:

-sur **le plan juridique**, certaines limites existent liées à la participation à plusieurs conventions internationales.

-sur **le plan économique**, dépendance aux institutions que nous connaissons tous, ainsi qu'aux anciennes puissances coloniales, accords APE avec l'Union européenne...

-sur **le plan sécuritaire**, dépendance aux interventions étrangères liées à la lutte contre le terrorisme. La sécurité du territoire génère un interventionnisme international qui conduit... **à l'instrumentalisation du souverainisme.**

Autant cette relativisation d'un souverainisme qui tient compte **d'évolutions constructives porte des revendications qui sont légitimes**, autant il existe aujourd'hui une « instrumentalisation » vers des souverainismes qu'il ne faut pas hésiter à déconstruire:

- Des « souverainismes » à déconstruire...

Ces **nouvelles souverainetés proclamées** récemment issues de coups d'Etat **sont fictives ou détournées**, minées par des **relations de dépendance** militaire, économique et institutionnelle. Ainsi la revendication d'une « souveraineté nationale » dans un tel contexte masque parfois **une crise profonde de légitimité et d'autonomie**.

On constate que cette recherche qui apparaît comme une « deuxième indépendance » au profit de nouveaux bénéficiaires est aujourd'hui **détournée par des régimes qui se révèlent très autoritaires et prédateurs**. Elles s'accompagnent d'une rhétorique anti-française qui justifie certains renversements de pouvoir et ...**le report indéfini des transitions**, qu'on avait au départ qualifiées de « démocratiques »!

D- QUELS FONDEMENTS POUR UNE SOUVERAINETÉ AFRICAINE « ÉQUILIBRÉE »

1- Une souveraineté équilibrée autour de la « légitimité démocratique »

-« **Démocratique** » mais pas nécessairement pensée au sens « européen », mais avec les chefferies traditionnelles et les royautes. Culturellement on ne sait pas toujours comment on change périodiquement le chef... Est-ce que notre démocratie ne devrait pas en tenir compte?

Citons **l'exemple du Bénin** qui a adopté en avril 2025 une loi sur les chefferies traditionnelles et les royautes, après modification de la constitution de 2019, en reconnaissant les « chefs traditionnels » (Il en va de même **en Côte d'Ivoire**).

Dans les années 90, on parlait déjà de décentralisation, mais en réalité sans transfert de pouvoir au niveau local. La nécessité d'un **renforcement par la « décentralisation »** permettant d'intégrer les traditions locales et de donner davantage de pouvoir au local est indispensable!

2- Une nécessaire « co-construction » à travers le régional

Cette « légitimité démocratique » aujourd'hui doit permettre d'assurer nos concitoyens et surtout de combattre la pauvreté. Pour cela il faut construire une souveraineté pas nécessairement partagée mais « **en commun** » à travers l'intégration régionale, car les causes qui produisent la pauvreté dans la plupart des Etats en Afrique subsaharienne sont les mêmes!

De même, la **lutte contre l'insécurité** implique cette coopération régionale. Il y a eu au Bénin des attaques aux frontières dont les auteurs venaient d'Etats voisins...

On ne peut pas penser une souveraineté vraiment équilibrée sans une intégration africaine plus effective, mais il faut éviter de remplacer des dépendances par d'autres dépendances, et privilégier **un partenariat équilibré**:

« La Souveraineté réelle ne se partage pas; elle se co-construit », sur le plan interne, par la légitimité populaire et par des institutions plus inclusives, sur le plan externe par une Afrique intégrée, d'abord au niveau régional, rendue ainsi capable de négocier d'égal à égal avec les différentes parties du monde et **sans cette « souveraineté réelle »**, **l'indépendance restera un slogan !**

E .RECOMMANDATIONS POUR UN CHANGEMENT POSITIF

1-Changer les « perceptions »: l'analyse du cas de l'Alliance des Etats Sahéliens.

Les causes profondes de cette évolution:

Si la définition de la vraie souveraineté, c'est satisfaire sa population, dans le cas du Mali, parlons de « **repli nationaliste** ». Cet exemple est instructif parce que tout est parti du Mali; un, puis deux, puis trois pays se sont retrouvés un peu par hasard dans cet ensemble... Ce n'était pas une construction prévue à l'avance...

Le Précédent Malien:

Beaucoup de choses malheureuses se sont passées au Mali avant 2012. Suite à la tentative de séparation de l'**Azawad**, Amadou TOUMANI TOURÉ, homme de paix lui-même, avait **fait une paix, un peu bâclée**, qui avait surtout traité les symptômes...

Puis, une mauvaise gouvernance des problèmes du Nord a mené au coup d'Etat du capitaine SANOGO créant un grand désordre et des cadres du Nord ont profité de cette faiblesse pour attaquer le Sud jusqu'à Mopti. C'est à ce moment que l'Etat légitime du Mali **a demandé l'intervention de la France**, qui avec l'opération Serval a fait un excellent travail, reconnu de tous.

Ensuite, il y a eu l'opération **Barkhane** et une mésentente avec le gouvernement parce qu'**il n'y a pas eu de vrai dialogue**: Les Maliens attendaient que la France leur ramène leur souveraineté, alors que l'opération Barkhane voulait créer une forme de stabilité, en attendant que les problèmes nord-sud se règlent politiquement...

Puis un concours de circonstances...

Un premier coup d'Etat suivi d'un deuxième et d'un troisième avec Assimi GOÏTA, puis l'intervention malheureuse de la CEDEAO en phase de passation de pouvoir et la radicalisation de cette jeune équipe. **Ils ont en fait ramassé dans la rue un pouvoir qui avait été secoué par les organisations de la société civile, l'Iman DICKO, etc.**

Caractéristiques de l'AES...

La zone Sahel a une spécificité qui tient sans doute à **l'insécurité due au terrorisme** qui touche les trois pays concernés qui se sont réunis dans l'AES . A preuve, la Guinée qui ne connaît pas la même pression sécuritaire, a vite abandonné ce cache misère de « souverainiste ».

On a constaté **une popularité indéniable du slogan souverainiste** avec des ressorts historique anciens. Quelque chose de fort s'est passé dans l'imaginaire des Africains particulièrement quand ces trois pays sont sortis de la CEDEAO. Ils ont bénéficié d'une popularité assez évidente, notamment au sein de la jeunesse et suscité une forme d'espoir...

On **ne sait pas vraiment comment l'interpréter** et si cela appartient au domaine de l'incantation. On a beaucoup de mal à comprendre la différence flagrante dans l'acceptation localement des très mauvais résultats économiques, certains étant même prêts à justifier la répression, ce qui n'était pas le cas avec les régimes précédents...

Concernant cette forme de popularité, il est à noter que dès l'indépendance il y avait **déjà eu ce phénomène**. De même à l'époque des ajustements structurels (1990-2000) C'est donc un problème rémanent...

Il s'agit d'une réalité forte mais aussi d'une « **question de perception** ». Comment analyser et faire évoluer cette perception vers une souveraineté « plus raisonnable »?

2- Sept actions pour bâtir une souveraineté intérieure « raisonnable »

a-« Savoir reconnaître ses erreurs »

Propos d'un ancien responsable sur la période de l'indépendance:

« Nous devons devenir raisonnable! Quand nous avons accédé à l'indépendance, nous n'avions pas une pleine définition de la souveraineté. Il faut mettre à jour nos compréhensions des termes de souveraineté et d'indépendance ».

Gardons à l'esprit, que le monde a changé. L'Afrique a changé. Les Africains ont changé. Il faut regarder la souveraineté sous plusieurs angles. Si on accepte de relever les erreurs faites, on peut trouver la solution pour un redressement, pour repartir sur de nouvelles bases.

Il y a aussi des problèmes d'incohérence. Par exemple, l'on parle de souveraineté en oubliant toujours la question de l'énergie!

b- Restaurer la crédibilité de l'Etat à travers la «gouvernance »

Il faut se poser la question pour qui travaille le Président: pour la population malienne véritablement, pour l'armée? Il faut que nous « habitions » vraiment nos institutions

Le plus important, c'est que les élites aient **le respect des engagements** ! C'est la première valeur à donner à **la jeunesse**. Quand un chef d'Etat arrive à discuter de Constitution, il y a problème...

c- Restaurer la « crédibilité » de la parole politique.

Il faut aussi que **la parole politique devienne davantage réalité** et à partir de ce socle les autres souverainetés, économiques, énergétiques, devraient normalement suivre.

La « CEDEAO des peuples » par exemple: C'est un slogan qu'il faut traduire dans l'action sur le mode, « Voilà comment on va faire... » et faire preuve de cohérence.

Un exemple d'incohérence: le prix du billet d'avion entre Dakar et Cotonou est de l'ordre de 500 000 CFA, et on parle de « libre circulation des biens et des personnes » alors que très peu de jeunes peuvent se payer de voyage dans les autres pays!

C'est incompréhensible et les jeunes n'y croient plus !

d- Etablir un « leadership fort, éclairé et ...vertueux »

OBAMA disait « il faut les institutions fortes et pas des hommes forts ». Cependant, quelque soit le système, **il faut aussi que l'homme leader soit fort**, si l'homme n'est pas fort et qu'il n'a pas une véritable vision ça ne marche pas!

Nous avons **aussi besoin d'hommes de vertu**. Quand un jeune cherche un modèle il n'en trouve pas beaucoup aujourd'hui ! Il faut des modèles. Quand il n'y a que l'enrichissement personnel, cela casse une génération.

Ce qui compte c'est l' **engagement personnel, patriotique**, cette force, comme l'exemple d'Ahidjo dans le cas du Biafra, qui voulait défendre l'intégrité territoriale de son voisin.

e-Engager la jeunesse dans la voie de « la réalité, de la responsabilité et de l'espoir. »

C'est important par rapport à la reconquête de soi! La jeunesse actuelle, bombe à retardement potentielle, n'est pas bien formée, c'est quoi le «soi» pour elle? : Un fourre-tout dans lequel les jeunes sont embarquables, manipulables.

Aujourd'hui **certains instrumentalisent notre jeunesse** qui représente 1 milliard sur les 1 milliard 300 millions d'africains. c'est un atout qui peut se transformer en problème: on ne sait pas bien gérer cette jeunesse qui doit être le moteur de notre liberté et de notre indépendance. **Il faut qu'on lui parle !**

Le slogan simpliste dans beaucoup de pays est celui du bouc émissaire: « Il faut chasser tout le monde, il faut la souveraineté ! ». Mais, c'est une incantation vide de contenu concret et ceux qui le disent sont des populistes qui sont en train de faire des ravages. On dit aussi: « il faut lâcher l'ancienne tutelle parce que nous avons négocié une nouvelle tutelle » ...Qu'a-t-on gagné lorsqu'on change de Paris à Moscou!? **La seule tutelle qui vaille c'est celle de l'Afrique sur l'Afrique!**

Il faut changer tout le modèle, creuser le sens des mots « dans la pratique », des mots comme démocratie, élection, etc. qui sont souvent des faux semblants et **re-construire la souveraineté africaine « raisonnable » et « réaliste » d'aujourd'hui...**L'Afrique doit **se réunir pour unifier les mots** et qu'on dise en évoquant la souveraineté la même chose au Congo et au Burkina!

f- Faire en sorte que les jeunes soient «protagonistes» de cette « vision juste et actuelle » de la souveraineté.

Travaillons ensemble concrètement sur:

–comment **établir les « pactes de stabilité »** indispensables à l'essor économique et à l'intégration régionale ?

–**aller à de « véritables démocraties »** avec la liberté d'opinion, le renforcement des contre-pouvoirs, les questions de transparence et de redevabilité réelle du gouvernement et « Comment renforcer l'efficacité de l'Etat en Afrique »(voir recommandations sur www.initiative-afrique.org)

– **établir de véritables « pactes avec la jeunesse »,** ce qui implique **concertation, réalisme et suivi.** Surtout faire des jeunes véritablement **les protagonistes de cette souveraineté**, des participants, capables de résister aux manipulations.(cf « Jeunesse africaines, « bombe à retardement » ou opportunité historique? » recommandations sur www.initiative-afrique.org)

g-Une souveraineté intérieure « en coopération » avec les autres pays africains.

Au sein de l'Union Africaine il y a ce besoin de redéfinir la terminologie. Quand on parle de souveraineté et qu'on revisite tous ces mots qui ont bercé notre jeunesse (indépendance etc.), **il faut accoler le mot de solidarité!**

On ne peut plus, comme dans le cas de l'AES s'arquer-bouter sur sa souveraineté nationale, sans y accoler cette notion de « solidarité » avec les autres pays. Personne dans la sous-région n'est dans une souveraineté absolue. Il y a bien sûr nécessité de pouvoir décider pour son peuple de son destin mais il faut faire comprendre que **l'intérêt de ce peuple, sera mieux défendu « en coopération » et « en solidarité »** avec les autres pays africains.

Il faut insister là-dessus car on a tendance à ériger la souveraineté nationale comme un dogme absolu qui n'existe pas, car nous sommes **interdépendants**. Ce qui par-delà la souveraineté, exige ... **la solidarité**.

La solidarité type AES n'est pas une souveraineté équilibrée mais **une souveraineté « étroite »**, plutôt un repli nationaliste conçu dans le but **de garder le pouvoir**.

Session 2 : LES CONDITIONS DE CONQUÊTE DE LA « SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE »

« L'Economie est la mère de toutes nos batailles ». Les temps ont changé avec la disparition de l'État providence et l'explosion démographique. La souveraineté économique est devenue une urgence stratégique. La conférence s'est attachée à formuler des recommandations pour que l'Afrique devienne la puissance économique à la hauteur de son importante population.

A. LES CONSÉQUENCES DE LA FIN DE L'ÉTAT PROVIDENCE

1 - La souveraineté économique devient une urgence stratégique pour le continent.

L'État Providence qui donnait des emplois, marchait à la subvention, importait des produits avec la dette publique, **ne fonctionne plus**. Il ne concernait d'ailleurs qu'une faible proportion de la population, le secteur dit « formel », qui longtemps a pu prendre en charge largement autour de lui. Mais ces temps de « ruissellement » sont révolus...

Ce sujet de souveraineté longtemps cantonné aux discours revient porté par une dynamique profonde, suscitée par la résurgence du panafricanisme, l'émergence des réseaux sociaux, une jeunesse nombreuse qui fait irruption dans les débats publics et l'aspiration collective des populations à l'autodétermination de l'Afrique...

Des questions légitimes se posent face à cette urgence vitale pour le continent et ne pas l'entendre serait faire le lit de mouvements radicalisés. En général on incrimine, la gestion des ressources naturelles, la question de la dette, du néo colonialisme ou de l'impérialisme et en zone/espace francophone, le sort du Franc CFA; ce qui est cependant réducteur, car c'est traiter les symptômes.

Cela nous met en tant qu'Africains **dans une posture victimaire**, qui justement nous maintient davantage dans des liens de dépendance, ne nous laissant comme marge de manœuvre que la plainte et la revendication.

Il faut sortir de cette posture, et comprendre que la souveraineté économique c'est avant tout **la production et la maîtrise des chaînes de valeur**, c'est-à-dire la maîtrise des différentes étapes de transformation, la capacité non seulement de produire et d'extraire, mais de transformer et de commercialiser, à ses propres conditions !

2 - Co-construire une souveraineté avec le Secteur privé.

Réduire aujourd'hui la souveraineté à la sécurité, à des institutions, à des positions pour ou contre la constitution... le peuple ne suivra pas longtemps! Surtout, **les Jeunes d'aujourd'hui** qui sont beaucoup plus nombreux que les Aînés et n'ont pas été formés aux mêmes écoles, avec les mêmes titres, aux mêmes souverainetés, **veulent un emploi...ils veulent leur rêve africain et le reste suivra:**

Ce n'est que « quand ils auront quelque chose à perdre » qu'ils feront en sorte que la sécurité suive et que les différents pays restent stables !

La question est: **a-t-on assez de volonté politique et de courage pour changer de modèle**, pour créer véritablement nos économies et pour les financer !?

Le chômage des jeunes doit être pris en compte aujourd'hui comme un « **défi de Sécurité nationale** »: Il n'y aura plus de souveraineté et de sécurité sans emplois et il n'y aura pas d'emplois s'il n'y a pas d'entreprises, d'industrialisation, de substitution à l'importation...car c'est le secteur privé qui crée les emplois.

La Souveraineté passe donc d'abord par une « souveraineté alimentaire, numérique, de création d'emplois » et impérativement, d'autant plus que l'Etat actuel est saturé, **un secteur privé performant...**

3 - Nos entreprises ne sont pas compétitives.

La question se pose sérieusement, **on importe 80 % des produits de consommation** alors qu'il faut qu'on crée des millions d'emplois. Tous les pays du monde sont passés par une phase industrielle pour créer des emplois.

On a **raté la formation de 80% ou 90 % de la jeunesse actuelle** qui, soit n'a pas de formation, soit en a une qui n'est pas adaptée au marché...

D'autre part on ne veut pas investir suffisamment pour **baisser le coût de l'énergie** qui est prohibitif et à cela s'ajoutent les problèmes de logistique, d'infrastructures, de technologies, de main-d'œuvre qualifiée, de supply chain et de financement à long terme...

Certains Etats (dont le Bénin) répondent actuellement avec un certain succès à ces problèmes par une politique de **Zone franche d'exportation** mais généralement les entreprises concernées **ne veulent pas produire pour la consommation locale**, car elle est surtaxée.

4 - L'Etat « orchestrateur » dans la recherche de compétitivité.

L'Etat doit être orchestrateur de cette recherche **de compétitivité** et **donner les moyens au secteur privé de devenir fort !**

Il faut **être compétitif** sur un marché mondialisé, à la fois moins cher localement, mais aussi à l'exportation. Il faut **des zones fiscales incitatives** et **les infrastructures** qui vont avec. Il faut se donner les moyens d'arriver à cela.

Empêcher les importantes sorties actuelles de capitaux des Africains n'est pas la bonne solution, mais quand **les épargnants africains** trouveront des entreprises fortes, créatrices d'emploi, de valeur, de produits manufacturés compétitifs, **ils investiront dans leur propre économie** et le reste suivra. Mais cela implique des politiques qui **appuient le secteur privé**, et au moins déjà, cessent de l'entraver...

La taille des marchés nationaux est petite , mais au niveau de la **ZLECAF** on parle de + de 2500 milliards de dollars en termes de consommation et aujourd'hui **nos entreprises ne captent qu'une part marginale.**

Cependant, dans les conditions actuelles, la ZLECAF risque d'être seulement un marché de consommation, **une autoroute pour l'importation!** Cette situation perdurera **tant**

qu'il n'y aura pas de volonté claire de nos États pour que nos entreprises puissent capter une part de ce marché, et la mise en œuvre se fera **progressivement**.

Un protectionnisme « intelligent » sera donc indispensable pour protéger pendant un temps ces entreprises naissantes et l'État aura un rôle important à jouer dans cette recherche constante de compétitivité. (voir les recommandations de la conférence GIAF « Comment renforcer l'efficacité de l'État en Afrique » sur www.initiative-afrique.org)

B. S'ATTAQUER RESOLUMENT AUX « INSUFFISANCES ACTUELLES »

1 - Etablir un dialogue entre public et privé

Les investisseurs et entrepreneurs n'aiment pas forcément le mot souveraineté et considèrent qu'il faut avant tout « **s'adapter** », regarder comment font les autres, que leur pays n'intéresse pas les majors et que **le secteur privé et le secteur public ne se parlent pas** (sauf peut-être au Maroc).

2 - Régler le problème du coût de l'énergie

sans un accès à l'énergie viable il n'y aura pas de chaînes de valeur et l'Afrique accuse dans ce domaine un retard très regrettable .

a- Un historique décevant:

-Plusieurs plans ont existé depuis la création de l'Union africaine: Le Ghana a fait le barrage d'AKOSSOMBO et Il y avait deux gros projets en Afrique Centrale, le barrage d' INGA et BUJAGALI. Cependant malgré plusieurs réunions de l'Union africaine **rien n'a abouti...**

Puis l'énergie est revenue à la mode: tout le monde est venu avec un programme d'énergie, « **Il faut électrifier l'Afrique!** » On a parlé et re-parlé d' INGA 3 dans de grandes réunions **et ...il n'y a toujours pas d'énergie** alors que ces projets pourraient **changer la vie de millions de personnes** en Afrique et sont **nécessaires à l'industrialisation**

- Or, il y a tout en Afrique pour produire de l'électricité:

b- « Multi-énergie », c'est le concept pour l'Afrique, qui comprend:

- Le pétrole et le solaire, mais l'Afrique est aussi **une grande puissance gazière**. La liquéfaction du gaz est possible et on peut considérablement accélérer l'accès à l'électricité pour les 600 millions d'africains qui n'y ont pas droit aujourd'hui!

Du point de vue **écologique** , le gaz est contesté parfois, mais pour l'Afrique cela suffit pour son développement actuel et **il en va de sa survie ! Le gaz est une solution de transition**, pour quelques dizaines d'années.

Le dossier est plaidable: l'Afrique émet **une part marginale** des émissions à effet de serre et surtout **elle compense avec la forêt africaine!**

- La révolution des petites centrales nucléaires modulaires:

Le moins polluant c'est le nucléaire. Il pallie le problème de l'intermittence du solaire et offre l'avantage de l'énergie propre avec **une technologie qui a beaucoup évolué:**

Aujourd'hui, on fabrique des **micros centrales dans des containers de 40 pieds**. et le nucléaire s'inscrit parfaitement dans le mix énergétique notamment avec le **Micro-Nucléaire**.

c- Une formation régionale

Il faut aller vers **des centrales modulaires, former à l'énergie** et tout ce qui va avec, des ingénieurs, des techniciens, des soudeurs... Au Ghana, il y a une école qui forme en sciences et en technique nucléaires.

On peut concevoir des **rapprochement Nord-Sud pour des alliances**, mais il faut établir **une formation régionale africaine et des partenariats** avec tous les pays qui sont d'accord,

3 -Avancer sur les « agendas monétaires »

Il y a **trois agendas monétaires** en ce moment en Afrique de l'Ouest. **Sont-ils compatibles?**

- CEDEAO: L'Eco à venir déjà très affaibli:

Les Etats anglophones ne respectent pas **les critères d'inflation** (certains ont des taux à deux chiffres). Le **contenu paradigmatique de la Banque centrale est flou**. (tous les pays ont la même part de capital de la Banque centrale, la Guinée Bissau comme la Côte d'Ivoire!). Le paradigme Eco reste encore à finaliser entre « **monnaie commune ou monnaie unique** ». L'Agenda monétaire est en difficulté La dernière date avancée est **2027** mais la crédibilité est réduite.

- UEMOA: 4 éléments affaiblissent l'agenda monétaire de l'UEMOA:

a) La dette a explosé

Elle a doublé sur les 10 dernières années. Le rapport Dette/PIB de 32 % en 2015 est **passé à 60 %**. Au Sénégal, la dette sur PIB dépasse 100 % avec un déficit budgétaire a 11 % du PIB **50 % du Budget ira au remboursement de la dette** (au Togo: 74 %) ! Nos pays s'en sortent aujourd'hui parce qu'ils pratiquent le « **roulement de la dette** »: Ils ne remboursent pas le principal, mais uniquement les intérêts...

On ne peut pas avoir une monnaie CFA rattachée à l'Euro **avec une mauvaise gestion budgétaire de la dette**: le déficit budgétaire engendre un déficit du solde courant de la balance des paiements qui entraîne la sortie des devises et donc **l'impossibilité de soutenir à terme le taux de change**. Actuellement, même pour ceux qui voudraient garder le franc CFA, on fait tout pour le perdre.

b)-L' indépendance de la Banque centrale est mise à mal par les sanctions

Les sanctions infligées au Mali puis au Niger ont violé le principe de l'indépendance de la Banque centrale (Article 4: la BCEAO ne peut recevoir ni donner d'ordre de quelle autorité que ce soit!)...

c)-La garantie française est en question:

La France a rétrocédé ses réserves à la BCEAO et on garde la France comme garantie de la parité du CFA alors que la contrepartie de cette garantie, c'était les 50 % des réserves auprès du Trésor français? Comment la France continue-t-elle à être un assureur, alors qu'on ne paye plus de prime d'assurance !?

d)-Le projet de monnaie de l'AES peut avoir un impact non négligeable sur le projet Eco: **Un récit politiquement entraînant sur la jeunesse**, celui du Sud global, **la perte de la continuité territoriale** et du principe de liberté de circulation de personnes et des biens si l'AES sort de l'UEMOA. **Un effet de propagation est possible.**

En conclusion: Il y a une **surévaluation** chronique du CFA qui **favorise l'importation au détriment de l'exportation** et une Banque Centrale **lourde de déficit**, ce qui n'est pas tenable dans le long terme. **Comment passer à l'action ?**

Dans l'intérêt général, ce sujet monétaire **devra être abordé de la manière la plus pratique et la moins doctrinaire possible**, (« entre confiance et souveraineté » disait le Professeur Philippe HUGON) car la monnaie est à la croisée des priorités, et doit être étudiée en cohérence avec celles-ci...

4- Faire sauter quelques freins historiques

« Dépoussiérer » certains textes et faire des innovations notamment au niveau des **« normes »** importées qui ne tiennent pas compte de nos contraintes est nécessaire : une entreprise d'un pays africain quelconque peut se voir aujourd'hui **refuser une autorisation d'implantation** dans un autre pays africain par une sorte d'injustice invisible! Il faut construire des normes techniques et environnementales **sur lesquelles on puisse tous se retrouver.**

5- Un potentiel considérable de valorisation existe

Cela à travers **la création de chaînes de valeurs**: illustration, au Tchad certains sont fiers d'avoir le plus grand nombre de têtes de bétail, 130 millions de têtes de bétail pour 17 millions d'habitants! Cependant **l'éleveur est pauvre et le chômage touche toute la jeunesse...** Or la peau de la vache qui est vendue 10 000 CFA à N'Djamena et exportée « sur pied » au Nigeria qui possède les tanneries, peut générer jusqu'à **2 Millions de FCFA** transformée en chaussures fabriquées en Italie...

Il existe aussi un fort **« potentiel des terres arables »**, L'Afrique disposerait de 60 % des terres arables du monde, mais comment les mettre en exploitation?

C. FOCUS SUR L'ECONOMIE RÉELLE

1- Mettre les « ressources humaines » au centre de tout.

Le besoin d '**«homme fort » pour changer les règles et supprimer les mauvaises habitudes** va s'accroître... Mais c'est toute la population qu'il faut mettre en ordre de marche.

Le **« Système éducatif »** doit se demander comment on nourrit 1 milliard de cerveaux de jeunes pour en faire **des citoyens productifs!?**

Réfléchir à des adaptations: l'éducation a toujours été importante mais on a essentiellement formé dans l'éducation générale...Il n'y a pas assez de gens **formés dans les métiers comme l'électricité, le financier, etc.** (à noter au Bénin que le Gouvernement actuel travaille à réduire cet écart en misant sur la formation technique et professionnelle.)

Cette **formation aux métiers exigée** par l'économie réelle, par les entreprises, doit s'inspirer des meilleurs exemples de réussites pragmatiques dans ce domaine: développer des partenariats avec des pays ayant des réussites industrielles sur des modèles réputés d'apprentissage comme la Suisse par exemple ... La **formation** doit être prise en main **par les professionnels, ceux qui vont employer**. Beaucoup de PME assurent la formation des jeunes.

- Un des grands moteurs de croissance, c'est l'innovation venue de la base. **On ne cherche pas assez à susciter l'innovation**. Par ailleurs, il faut pousser la **digitalisation**. **L'IA** sera soit chinoise, soit occidentale. Elle ne réfléchit pas à « l'Africaine »... Pour avoir une IA africaine (souveraine !) il faut se grouper pour former les hommes, dans des institutions gourmandes en financements, en ressources humaines et énergétiques. Cela ne peut s'envisager au niveau national, mais via des partenariats élargis.

2- «Protéger » nos économies et nos acteurs économiques en phase initiale.

Une certaine dose de protectionnisme est nécessaire car « la souveraineté économique s'acquiert progressivement... »

3- Investir davantage dans la souveraineté économique « collective ».

Seuls on ne peut pas réussir. Il faut aller ensemble vers la souveraineté collective en s'appuyant sur **nos institutions régionales**, dont c'est la vocation principale.

Dégager une vision commune et créer des modalités adaptées à tous les pays. Cela rejoint la sécurité collective, car c'est la misère qui engendre frustrations et violence.

La **comparaison historique** avec des unions ou des fédérations, comme celles du Sénégal avec la Gambie ou le Mali, qui n'ont jamais marché, vient du fait qu'elles étaient trop politiques... **C'est la vision économique qu'il faut prioriser** et une **approche conjointe avec les secteurs privés**.

Il existe des productions stratégiques régionales évidentes : coton, cacao, pétrole, gaz...(Par exemple au Bénin, le coton provient de plusieurs pays.) **Il faut faire des partenariats entre États et leurs secteurs privés?**

4- «Elargir les partenariats « Nord-Sud »

Voyons ce qu'on peut faire ensemble, « Ouvrir » plutôt que faire du chacun pour soi dans son couloir. Établir des partenariats en examinant ce que chaque partenaire ou groupe de partenaires peut offrir sans a priori et sans complexes,

Bien sûr avec le **Sud Global** qui est déjà très présent aujourd'hui, mais sans oublier **les pays de l'Europe Méditerranéenne** (Espagne, Portugal, France, Italie, Grèce ...) qui sont les voisins les plus directs.

5- «Faire de l'informel une force! »

En matière d'emploi, **l'informel licite** est une réalité qui s'impose en Afrique, puisqu'il représente en moyenne **plus de 80%** de l'activité économique dans quasiment tous les pays du continent.

Cette réalité tenue pour une faiblesse **il est possible de la transformer en force** pour demain. Des expériences réussies menées à grande échelle l'ont montré.

En armant l'activité informelle avec des outils ciblés (bancairisation, formation reconnue, inscription à la chambre des métiers, couverture sociale, reconnaissance de l'activité...), on arrive rapidement à **une activité viable**, valorisée pour le pratiquant, reconnue par l'Etat et permettant de faire vivre dignement une famille.

Tout est affaire **de volonté, de coordination d'acteurs et de moyens** qui existent déjà sur place mais qu'il faut mettre en synergie. Une telle expérience réussie est **facteur de paix sociale** permettant de légaliser des centaines de milliers d'emplois.

Les pays d'Afrique **ne peuvent pas aujourd'hui ignorer l'informel**, continuer à le tenir « hors champ » car extérieur, sinon à la marge, des circuits de rente et des possibilités de prédation. Ils ont besoin des vastes possibilités de transformation qu'il recèle.

(Pour plus de détails et d'illustrations concrètes sur ce modèle: cf partie notes/documents sur www.initiative-afrique.org)

6- Financer à hauteur des besoins.

- **D'abord les « infrastructures »**, un préalable absolu à tout développement, à combiner avec la notion d'investissements **« structurants »**, susceptibles de créer des synergies et d'entraîner l'ensemble du secteur privé local, formel et informel. Cela pour susciter une **« densification » de l'économie**.

- Financer le secteur privé national pour développer **des champions nationaux et régionaux ! La Banque centrale doit trouver d'autres moyens de financement !** Problème clé, sur lequel il faut sortir de l'incantation!

- **Aller vers des « joint-venture » pour mobiliser l'argent?**

Il y a un problème de **fiabilité de données** or la confiance est à la base de tout financement. Pourtant **il n'y a jamais eu autant d'argent**. Il est important de clarifier les réponses à la question: **où vont les ressources africaines ?** On estime que chaque année, **50 milliards de dollars**, sont exportés de manière illicite. Certains savent comment l'argent sort avec les déviations de la corruption... En fait c'est **une question de gouvernance**.

7- Le plus important pour atteindre l'objectif reste «la gouvernance économique ».

Il faut **une Vision claire**, partagée, qui assure la **« cohérence »** et la stabilité des politiques (la Chine a la même depuis Deng Xiaoping)

«Sortir de la faiblesse de nos réflexions stratégiques. » On a du mal à faire des plans à cinq ans qui ne peuvent se faire simplement au niveau d'un Etat. **La réflexion ne peut pas être que géographique, son « intégration » doit être verticale et horizontale**, combinée aussi avec **la recherche**.

Il faut un « leadership transactionnel » partagé par toute la chaîne de management, pas seulement le chef d'Etat. **Tous nos décideurs ne sont pas des économistes. Il faut leur adjoindre des économistes ou des gens du privé dans les postes de décision.**

On ne pourra pas avancer sans « **un projet africain** » qui permette de définir **les vraies priorités** (quand on pense que dans tous les fameux « plans d'ajustement structurels », il n'y avait rien sur l'énergie!)

Nous avons tout ce qu'il faut pour cela aujourd'hui. Il faut **se mettre en ordre de bataille** et affronter le marché mondialisé.

Session 3 : LA « SOUVERAINETÉ SÉCURITAIRE » FACE AUX MENACES ET AUX DÉFIS TRANSVERSAUX

La Sécurité est à la base de tout, en tout cas de toute économie « formelle ». **L'insécurité est en fait le principal ennemi actuel de l'Afrique** dans sa bataille pour sa « souveraineté économique ». La situation sécuritaire s'est terriblement dégradée ces dernières années avec des responsabilités partagées entre Occidentaux et Africains.

A. UNE GRAVE SITUATION SÉCURITAIRE DUE A DES RESPONSABILITÉS PARTAGÉES ...

Dans la situation sécuritaire extrêmement grave de la sous-région, les pays africains ont une grande part de responsabilité mais... les Occidentaux aussi!

Historique de la difficile, construction sécuritaire africaine

Au début des années 60 il n'y avait ni de plan ni de stratégie pour renforcer la sécurité et l'unité africaine. **Les principales étapes** de cette structuration ont été les suivantes:

- 1-1963-création de l'OUA**, première institution panafricaine réunissant 32 pays
- 2- 1973**-l'Afrique du Sud déclare qu'elle a **la bombe atomique!** Cheikh ANTA DIOP lance un appel: « L'Afrique sera inévitablement confrontée à un problème de sécurité **car** nous sommes trop riches pour ne pas être convoités! Il nous **faut une armée africaine, une sécurité.** »
- 3-1980**-Le Togolais Edem KODJO, grand panafricaniste, secrétaire général de l'OUA, déclare: « Le jour où on prendra notre destinée en main, l'Afrique brillera... » et pousse le «**Plan pour le développement de l'Afrique** » Les puissances occidentales déclarent qu'il faut se concentrer sur des problèmes de gouvernance (qui étaient réels) et imposent la «**politique d'ajustements structurels** », qui a eu de graves conséquences, notamment sur la réduction des budgets de l'Education.
- 4-** certains **plans sont bloqués** comme en Côte d'Ivoire **sur le coton**, où les Américains demandent d'arrêter les subventions aux agriculteurs ivoiriens (alors qu'eux-mêmes subventionnent leurs agriculteurs! à hauteur de 1milliard de dollars par jour). C'est un coup d'arrêt brutal à un « début de transformation industrielle locale. »
- 5- La structuration de l'Unité africaine** se poursuit cependant:
 - **1994-Traité d'Abuja**, créant notamment l'unification du droit (OHADA)
 - **2001-lancement du NEPAD**– issu de la fusion des plans « Omega » (WADE) et « Millenium Afrique » (BOUTEFLIKA, OBASANJO, MBEKI).
 - **2002-** remplacement de l'OUA par l'**Union Africaine** (UA)
 - **2013**-L'UA lance « **l'Agenda 2063** »
 - 2014-« **Plan Sénégal émergent (PSE)** » qui vise 2035, et dont l'exemple sera suivi par beaucoup d'autres pays africains...

Au final, une grande instabilité dans la mise en œuvre des projets de développement. mais où en est-on aujourd'hui!? Il y a toujours manque de sécurité globale, d'unité, et probablement toujours besoin d'une armée africaine...

Il existe cependant des exceptions pays comme au Benin où le PAG (Plan d'Action du Gouvernement) est **un bon exemple d'exercice de planification**, avec une vision affirmée de l'Etat et un véritable suivi. Ou encore en Mauritanie où, à la brutalité militaire, a été préféré (texte coranique à l'appui) **un patient dialogue religieux** avec l'idéologie djihadiste, qui a permis de déconstruire pour beaucoup la légitimité théologique de leur combat.

Les occidentaux ont leur part de responsabilité

Dans la destruction de la LYBIE, Les chefs d'États africains avaient expressément dit qu'il ne fallait pas agir contre KADHAFI et que cela « déstabiliserait l'Afrique ». Cinq d'entre eux voulaient aller en Libye parler à KADHAFI mais ont été bloqués en Mauritanie. L' Afrique n'étant pas représentée au Conseil de sécurité des Nations unies n'a pu contrer cette résolution. Les Occidentaux pourtant bien prévenus et contre l'avis unanime des Africains, **ont détruit le pays et déstabilisé toute la région!**

Les Africains ont aussi leur part de responsabilité

1-Dans l'échec de la mutualisation des forces africaines :

A un moment où la dégradation de la situation exigeait une action immédiate, tout le monde disait « il faut sauver le Mali !» mais **seul le Tchad** a été exemplaire...

Pendant que se tenait le 42ème sommet de la CEDEAO, le Président Idriss DEBY a enjoint les pays africains participants à venir se battre avec lui ! En vain.

la mutualisation des forces africaines a été handicapée par de faux débats sur la prétendue souveraineté de nos Etats: les soldats ne voulaient pas obéir à d'autres généraux et ont refusé de mutualiser leurs forces, alors que **les djihadistes**, quant à eux, mutualisent leurs forces et visent officiellement l'instauration d'un **Califat Islamique au Sahel** (avec le Bénin et le Togo comme cibles...)

2- Le résultat aujourd'hui c'est une sorte de génocide:

Aux 40 000 morts estimés de Boko Haram, s'ajoutent plus de 25 000 morts au Burkina Faso, des centaines de militaires des forces armées maliennes et nigériennes – sans compter le bilan des victimes civiles.

3- Une énorme dissymétrie de l'information:

Alors que quatre soldats américains tués au Niger provoquent toute une histoire médiatique, personne, ni en Europe, ni dans aucun pays africain, ne se manifeste vraiment quand il s'agit d'Africains.

4- La CEDEAO hors du jeu

Silence total des Gouvernants, il n'y pas eu un seul sommet des chefs d'États et aucune nouvelle de la force en attente de la CEDEAO dont la mission officielle est pourtant de lutter contre les djihadistes et ...les coups d'Etat militaires! Et pas de stratégie régionale CEDEAO contre le djihadisme et la criminalité.

On est loin de la solidarité, de la mutualisation des forces qui serait nécessaire!

B. L'ASPECT HOLISTIQUE DE LA DIMENSION SÉCURITAIRE

L'absence de l'État dans l'arrière-pays

C'est l'absence de l'État dans les besoins de base des populations de l'arrière pays qui a permis au terrorisme de s'incruster durablement! La « souveraineté sécuritaire » représente le pouvoir suprême de l'État sur le territoire et sur le peuple. **En fait l'Etat n'assure pas la sécurité sur son territoire.**

La souveraineté nationale a d'abord été conçue comme une « souveraineté « défensive », un bouclier contre les ingérences extérieures. Or **les enjeux d'aujourd'hui exigent une « souveraineté positive » en faveur des populations!**

Les échecs de la mutualisation des forces de sécurité

Comme réponse trans-nationale le **G5 Sahel a été créé** le 15 janvier 2014. Une question de souveraineté s'est encore une fois posée, car les pays du G5 Sahel attendaient le financement de l'extérieur, qui n'est que partiellement venu, ce qui a conduit à sa dissolution.

La « force mixte multinationale » créée autour du lac Tchad par les pays concernés (Niger, Nigéria, Cameroun, Tchad) va, après quelques succès, **probablement s'arrêter** avec le départ du Niger...Décision « très regrettable » compte tenu du caractère transversal de la menace terroriste.

La nouvelle menace des sociétés de sécurité mercenaires

-Aux menaces du terrorisme, de la grande criminalité et des coups d'Etat sont venues s'ajouter celles qui font appel à des « **acteurs non étatiques.** » (Société de sécurité, Wagner, Africacorp, Sadate), censés assurer la sécurité des pouvoirs en place autant que lutter contre l'ennemi...

Sous prétexte de défendre la souveraineté nationale, **on affaiblit les ressources économiques**, minières et financières de l'Etat au détriment des populations, pour payer ces milices,...

L'ambivalence, des souveraineté proclamées

Des pays qui les proclament haut et fort n'hésitent cependant pas à faire des « demandes d'ingérence » étrangères : En 2013, le gouvernement malien a demandé l'intervention française (qui a connu un grand succès de cette première phase). En RDC, face au conflit dans l'Est du pays, la population de Kinshasa s'attaque aux ambassades étrangères pour dénoncer ... leur silence ; ce qui résonne comme une demande d'ingérence...

C. NEUF RECOMMANDATIONS POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ « INTER- AFRICAIN »

1-: S'aligner sur la souveraineté-mère des populations.

Comblar le vide laissé par l'État dans l'arrière pays par une « **décentralisation de qualité** », qui responsabilise les populations à la base. Construire un « **contrat social robuste** », fondement de la souveraineté effective du peuple, qui alignerait deux

souverainetés actuellement dissociées, **celle des gouvernants et la souveraineté « mère » des populations.**

2-: Mettre « les femmes » au cœur de la problématique sécuritaire.

Au plan international

Leur rôle est de plus en plus reconnu:

-En 2000, **la résolution 13-25 des Nations Unies « Femmes paix et sécurité »** vise à « accroître la participation des femmes à la prévention et la régénération des conflits, ainsi qu'à la consolidation de la paix. ».

-En 2015, **la nouvelle résolution 20-42 rappelle que « les femmes et les hommes »** doivent jouer un rôle dans la gouvernance des frontières, la prévention de l'extrémisme violent et l'impact des changements climatiques. **Une autre résolution 22-50 met « l'accent sur les jeunes »**

-L'implication des femmes dans tous les postes de médiation est encouragée car elle permet de **toucher les jeunes. Travailler sur la Paix et la sécurité, c'est leur lot quotidien** car elles sont impliquées à la fois comme mères, épouses et citoyennes. Elles ont des approches bien adaptées aux réalités locales et aux coopérations régionales.

- **Un réseau de « femmes sentinelles »** qui milite pour les droits des femmes a été développé dans 10 pays.

Au plan national

Les Femmes, qui sont encore trop absentes, devraient être au cœur du débat car ce sont les premières à subir l'injustice ...**comment concrètement les impliquer** et mieux tirer profit des complémentarités hommes/ femmes dans ce domaine sécuritaire !?

On peut convoquer la religion et l'histoire

Khadija, la femme du prophète Mohamed, était à la fois femme et commerçante et elle voyageait beaucoup. Elle pourrait être invoquée pour prôner la liberté des femmes...

Au Bénin, on peut aussi convoquer l'histoire et réfléchir en termes de « **femmes amazones** » qui ont historiquement défendu une partie du territoire...

3-: Reconnaître le besoin de « partenaire stratégiques ».

a)- **Voir et entendre « loin et large »**, est une nécessité pour la Sécurité nationale « Le renseignement se « satellise » et la bataille se « dronise » et nous n'en avons pas les moyens » La capacité d'anticiper est une nécessité, il faut moderniser les services de renseignements et pour cela renforcer **la coopération à l'intérieur du pays** avec des structures permanentes et adopter une démarche globale dans laquelle on ne peut pas se passer de **partenaires stratégiques** !

b) « **la confiance** » est la base de tout dans le domaine du renseignement.

Quand on ne se connaît pas assez et tant qu'on n'arrive pas à installer la confiance entre structures et institutions, il y a problème. Il faut une **recherche acharnée de création de confiance en temps de paix** et être à l'affût de tout ce qui peut apporter des renseignements.

c) Au plan régional Il faut « effacer la méfiance » car la capacité de décision s'effrite aujourd'hui et **favoriser tout ce qui valorise «l'interdépendance régionale** »

d) Par ailleurs les services nationaux des Etats sont vulnérables. Ils doivent être « bunkerisés »

4-: « Co construire la sécurité »

- La sécurité n'est pas l'affaire uniquement des forces de sécurité... mais l'affaire de tous, et de la société civile en particulier. Les terroristes exploitent ses failles et les absences des Etats...En **Égypte** on avait laissé les islamistes servir dans les villages aux populations ce que l'Etat ne pouvait leur offrir. En Turquie sous Erdogan les islamistes avaient pris la place de l'Etat en matière d'éducation et de santé.

Partout où on a réussi à stabiliser, c'est en « **associant tout le monde!** »

–La disparition de l'Etat dans les territoires crée un vide que viennent occuper des organisations souvent financées de l'extérieur pour préparer le terrain de leur conquête ultérieure. D'où l'impératif de **combattre la pauvreté et les causes de frustration** des populations, ainsi que la mauvaise gouvernance.

Une « co-construction économique et sociale » avec **implication de tous les acteurs**, est nécessaire par le biais de la décentralisation et de la promotion de la justice et de l'équité .

-Il faut aussi **lutter de manière « active » contre les faux narratifs!** (Comme par exemple quand les jeunes Nigériens disent: « On ne peut pas faire confiance au Bénin parce-qu'il y a des troupes françaises au Bénin!» alors qu'ils savent que c'est inexact...)

D'où l'**importance de structures indépendantes de la société civile** (comme par exemple le GIAF dont les recommandations à travers différentes conférences se sont révélées bien fondées, cf site)

5- : Associer à la souveraineté, la notion de « solidarité ».

Il y a en Afrique **beaucoup de pays très riches en matières premières**. La RDC par exemple est trop riche pour ne pas être convoitée ! Nombreuses sont les puissances, qui cherchent à sécuriser leurs approvisionnements des dix prochaines années en métaux rares, stratégiques, etc. Pour cela tous les moyens sont bons. Les pires sont souvent les meilleurs. D'évidence, **certains pays seront incapables de se défendre** militairement, commercialement, diplomatiquement.

Face à de tels enjeux, **les pays ne peuvent lutter seuls**. Il est donc nécessaire d'**associer la notion de Solidarité à celle de Souveraineté** et cela dans toutes les institutions africaines. L'une ne peut plus aller sans l'autre.

6- . Rétablir « une confiance dans l'État ».

La base de la sécurité c'est **la confiance entre le citoyen et les institutions** et dans de nombreux pays elle **s'est érodée** pour une grande partie de la population.

- Cette perte de confiance a des conséquences sécuritaires...Au Mali, au début des rébellions il n'y avait pas besoin de drone : agriculteurs et éleveurs informaient les autorités ! Aujourd'hui « J'ai arrêté de prévenir... » disent les chefs de village.

- A l'intérieur des territoires sous pression terroriste l'Etat exerce souvent davantage des **services de prédation que de prestation**. Les terroristes, qui sont plus des acteurs

locaux qu'internationaux, ont une connaissance des réalités de terrain supérieure à celle des autorités, plus centrées sur les capitales.

L'État pour rétablir la confiance doit examiner les failles de nos sociétés et « **utiliser davantage l'intelligence, que la force** » comme par exemple en réactivant le « **concept des pays frontières** » qui consiste à faire des frontières des zones économiques de développement en bâtissant une identité transfrontalière, et en renforçant **la coopération des forces armées**; on a militarisé la police, il fallait sans doute plutôt « policiser » l'armée...

7-: Développer « la confiance » entre pays africains.

Renforcer la coopération entre forces armées.

Les armées, individuellement, manquent de moyens. Pourquoi ne pas créer des véritables armées en regroupant les moyens de différentes armées ? Avec une véritable volonté politique ce serait plus facile.

Renforcer la coopération au niveau régional

La confiance est très importante à ce niveau... La sécurité n'a pas de frontière et elle concerne tout le monde. Pour y parvenir, il faut travailler ensemble avec une vision commune et **tirer les leçons de l'histoire**:

Les chefs d'États africains ont leurs égos et ont eu souvent des « comportements égoïstes » à cause des intérêts particuliers de leurs pays. Probablement aussi l'idée de faire tomber leur voisin... Or **la solidarité entre chefs d'Etats est nécessaire** car sinon ...beaucoup risquent de disparaître!

En 1992 où, sous l'impulsion des Etats Unis, une décision du Conseil de sécurité des Nations unies avait imposé un embargo aérien à M. Kadhafi. Certains chefs d'Etat africains (Ghana, Mali, Tchad, Guinée) n'ont pourtant pas hésité à enfreindre l'embargo pour venir voir Kadhafi et assister aux fêtes de la révolution!

En 2011, Personne n'a osé contrecarrer la volonté des Occidentaux, hors quelques protestations verbales et Idriss DEBY après l'intervention qui a amené la chute et l'assassinat de Khadafi a dit : « Il n'y a pas eu de service après-vente ... »

Tout se construit à partir de la confiance à commencer par la confiance au sein de l'armée, il faut intégrer l'ensemble des communautés car l'armée nationale est souvent une composition « Mettons-nous ensemble en développant cette confiance entre nous! ». Il faut que **les Etats établissent une confiance interne et une confiance externe**.

8- « Repenser » nos institutions et « revoir » nos stratégies

a) Repenser nos institutions

Sur beaucoup de sujets l'ambiguïté demeure et il convient de:

- clarifier la vision** sur : le choix entre inter-gouvernementalisme ou fédéralisme:
- remédier à l'**absence de « mécanismes crédible de sanction »** contre ceux qui ne suivent pas les règles (Un défi pour la CEDEAO.)
- rendre plus cohérent le triptyque Etat/Territoire/Société**: Aujourd'hui **tout est** concentré sur la capitale. Les dirigeants vivent leur histoire qui n'est pas la même que

celle des populations... Les États se déstructurent par le bas, la région la plus pauvre est la plus attaquée.

-mobiliser l'histoire : Dans l'analyse des terrorismes on voit que les djihadistes utilisent les logiques pré coloniales. Ils ont une densité historique plus importante que les autorités. On retrouve également une certaine continuité historique du Maghreb (qui a heureusement tendance à décroître) pour soumettre les entités noires. On ne peut pas avancer si on ne connaît pas l'Histoire.

b) revoir nos stratégies

Notre continent est à un nouveau carrefour de l'Histoire. Il faut prendre conscience de nouveaux défis et revoir nos stratégies :

- face à **la Démographie** qui a un lien avec toutes ces problématiques. C'est un paramètre important qui doit toujours être pris en compte.
- face au **défi sécuritaire** qui nous rattrape: certains pays n'avaient pas voulu le voir et nous sommes confrontés aujourd'hui à un problème de sécurité qui s'étend...
- face à un **changement radical de la géopolitique** en rapport avec l'évolution des pays frontaliers.

c) Agir sur la sécurité regroupe « différents groupes de problèmes »:

- problèmes sécuritaires **de type « idéologique »**, combinant facteurs d'insécurité et vulnérabilité économique. Une réponse purement sécuritaire va exacerber la situation. il faut « combiner » réponse sécuritaire et de réponse civile.
- des problèmes sécuritaires **de type « classiques »** (criminalité, drogue, etc) Il faut une réponse claire et ferme. Et traquer les complicités, y compris dans les institutions.

-point moins débattu, celui de l'« **Economie de la terreur** » basé aussi sur des mécanismes financiers, commerciaux, logistiques...qui s'étendent ! Il faut « **une veille** » sur cette tendance souvent très discrète et pour casser cette économie, agir notamment contre le blanchiment d'argent (qu'on confond parfois avec la contrebande) et « **couper la queue du lion alors qu'il est jeune** »!

d) Etablir une politique de gestion des frontières :

L'économie est à 80 % informelle, l'État ayant des ressources limitées, son influence se dilue au fur et à mesure où on s'éloigne du centre, une grande partie du territoire lui échappe et dans beaucoup de zones enclavées il est absent. Tout cela constitue un terreau fertile à l'insécurité. Une politique de gestion des frontières doit être menée avec des réponses concrètes à travers certains services clés et de part et d'autre des frontières.

9- : Aborder ces réformes avec réalisme.

Pour aborder avec « réalisme » la mise en œuvre de toutes ces nouvelles stratégies, quelques précisions et mises en garde :

a) Il y a beaucoup de conflits armés autres que le terrorisme et les Djihadistes (RDC, Ethiopie ...).Il convient cependant d'avoir toujours en tête cette recherche de paix et de sécurité, sinon le mal se répand comme un cancer et s'étend si on ne traite pas rapidement ces zones,...

b) L'Union africaine est une « construction ». Il faut être réaliste sur les combats qu'on peut mener...le fédéralisme n'est pas envisageable à court terme. **Le temps est la ressource la plus précieuse.**

c) Des divergences existent sur le choix des partenaires extérieurs. Attention, il y a des implications dans les choix d'alliances stratégiques entre Etats. Il faut pouvoir discuter au plus haut niveau des implications éventuelles de ces alliances ! Mais le fait-on?

d) On parle de mutualiser et même de regrouper les forces armées. Mais sont-elles toutes vraiment honorables, respectables!? Sont-elles véritablement des outils de souveraineté!? Ou le contraire ...

e) Quel véritable « facteur d'unité » serait susceptible de rassembler les pays africains : Le changement climatique? Quelles sont les conséquences à prévoir qui vont bien au-delà des controverses sur les régimes politiques? **Se rassembler sur ce sujet aurait vraiment un sens et favoriserait la construction de cette unité!**

D. DEUX RECOMMANDATIONS POUR RENFORCER LA CONNEXION AVEC « LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE »

1- Mieux se connecter à la « sécurité » internationale

Il est difficile de parler de souveraineté et surtout de sécurité, sans se connecter à la sécurité internationale telle que nous la connaissons !

a)- Rappel d'une occasion historique manquée par l'Afrique :

A la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, il a été question de faire rentrer **un membre africain permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies**. Au final, on ne s'est pas mis d'accord sur le candidat et l'occasion ne se représentera plus

b)- Aujourd'hui l'Afrique est absente de grands foras sécuritaires

Chaque fois qu'il y a un forum sécuritaire, on débat des problèmes de l'Afrique mais il n'y a pas de représentant africain. Comment peuvent-ils prendre des décisions justes sans disposer vraiment des éléments !?

Au dernier sommet d'Halifax, on n'a parlé que de l'Ukraine et on a oublié le problème que nous avons en Afrique...C'est très important d'être dans le système global. On ne peut pas parler de sécurité et d'autonomie sans se connecter à la société internationale! C'est notre responsabilité d'être présents dans ces forums pour parler de nos problèmes et voir où on en est.

Une présence africaine est indispensable dans les grands forums internationaux comme: la Munich Security Conference, la Halifax International Security Conférence, le Tana Security Forum, le Waldheim Forum...

2- Mieux se connecter au « droit international »

Il faut **lever des ambiguïtés** que la notion de Souveraineté Sécuritaire brandie aujourd'hui dans certains pays comporte, au regard aussi bien du droit que de la politique.

Sur les mots « terroriste » et « terrorisme » :

Ces mots font l'objet d'une **instrumentalisation juridique** qui détruit des vies innocentes et même des collectivités humaines. Certains gouvernements utilisent abusivement ces

mots sans se rapporter à des faits clairement caractérisés. Les prononcer diabolise une liberté d'action, une contestation jugée insupportable. « Qui veut noyer son chien... »

Il faut faire montre d'une extrême prudence dans l'emploi de ces mots (prendre en compte le caractère complexe des phénomènes, des causes du terrorisme) qui **permettent de passer sous silence les causes réelles liées à la gouvernance locale** (politiques publiques ou agissements des gouvernants générant des frustrations diverses). S'interroger sur les moyens de réduire les causes, non se focaliser sur la seule réponse dite « sécuritaire ».

-Sur le mercenariat

La « privatisation de la violence » à travers des groupes militaires privés est un phénomène nouveau. C'est le **contournement des règles du droit international** qui condamne l'ingérence armée d'un État dans un autre État. Pour échapper à l'obligation de répondre des dommages causés, certains États ont eu recours au mercenariat et quand celui-ci a été condamné, aux **sociétés militaires privées**.

Cela est d'autant plus **choquant** que ce sont les Africains qui sont à l'origine des textes condamnant le mercenariat en 1977 (OUA) et 1989 (ONU) et qu'aujourd'hui ce sont des États africains, qui font appel à ces sociétés militaires privées liées à des États étrangers, **couvrant ainsi les exactions et crimes** commis

La notion de sécurité collective

Aujourd'hui, la notion de référence est la souveraineté. Mais, trop vague, elle n'est pas adaptée aux menaces nées du terrorisme ou des interventions de groupes armés privés.

La « **Sécurité collective** », qui porte en elle une **exigence de coordination et de cohérence** de la réponse à différents niveaux, local, national, sous-régional et continental, **aurait plus de sens** pour l'action contre ces menaces.

Deuxième référence importante : la « **sécurité** » **est le premier droit fondamental** des personnes et des populations. C'est une « prérogative » de ces personnes, dont la réalisation « met un certain nombre de devoirs à la charge de l'État et des autorités publiques ». Les citoyens et les populations, dont c'est le droit d'être protégés, doivent être impliqués dans la recherche et dans la mise en œuvre des solutions. Des expériences ont montré que c'est une option prometteuse.

A cet égard, le Bénin mène une politique globale qui pourrait inspirer.

E. LE CAS DU BENIN

Une politique active est menée pour tenir compte de la souveraineté-mère des populations et bien « aligner » les souverainetés entre population et gouvernants, de façon à renforcer au maximum la sécurité:

a) La gendarmerie a été fusionnée avec la police républicaine jugée plus proche des populations

b) Pour mieux sécuriser les frontières a été entrepris, avec des partenaires, français, américains et (précédemment) nigériens... un **Partenariat Militaire Opérationnel (PMO)** visant à appuyer par des moyens aériens, les opérations au sol.

c) l'objectif est de re-dynamiser « l'initiative d'Accra » qui concernait la lutte contre le terrorisme dans la région, avec au départ huit pays : Mali, Niger, Bénin, Togo, Ghana , Burkina, Côte d'Ivoire, Nigéria (observateur), ramenés aujourd'hui à cinq pays.,

Le but poursuivi, à partir **d'un partage effectif des renseignements et la création d'une force conjointe** menant des opérations transfrontalières, est de renforcer la résilience des communautés locales et la coopération entre le personnel de sécurité et la société civile.

d) Le principe à la base de cette stratégie est que «la Défense nationale n'est pas l'affaire des seuls militaires » et qu'il faut prendre **des mesures socio-économiques d'appui dans les zones frontalières.**

e) Actuellement le Bénin a noué de **solides partenariats avec les États-Unis, la France, et la Belgique**, pour développer ses capacités opérationnelles en matériel, formation et entraînement.

f) Un effort a été consenti par le gouvernement à travers **une loi de prise en charge des « victimes et de leurs ayants droit »** qui s'applique à tous : militaires, civils associés, personnel logistique (15 millions CFA, plus subventions aux enfants, plus assurance gratuite)

Session 4 : LES SOUVERAINETÉS NATIONALES ET LES CULTURES AFRICAINES, FACE A LA GÉOPOLITIQUE MONDIALE ET SES LUTTES D'INFLUENCE.

« Penser la souveraineté » pose aux populations la **question de « l'altérité »**, du « rapport avec l'autre » aux niveaux, national avec la décentralisation, régional avec les voisinages et les frontières, continental avec l'idéal du panafricanisme et mondial avec la globalisation. Cela crée des **revendications de souveraineté et des blocages** à analyser sous les angles, anthropologique, sociologique, économique et énergétique.

S'en suivent huit recommandations, et des idées pour leur mise en œuvre.

A. DIFFÉRENTS ASPECTS DE LA SOUVERAINETÉ AFRICAINE DANS LA GÉOPOLITIQUE MONDIALE.

1) Une souveraineté « mouvante » sous l'angle des vécus réels; (aspect socio-anthropologique)

La souveraineté vue sous cet angle des vécus réels permet d'**accrocher la réflexion à des questions sociales concrètes**.

a. Quel pouvoir s'exerce autour de la souveraineté? Et qui l'exerce ?

Les souverainetés africaines s'affirment plutôt **en « discours »**. Les cultures nationales n'arrivent pas véritablement à cimenter « le vécu ». Elles sont souvent réduites à des « **objets de mises en vitrine**, de folklore », ou instrumentalisées **dans des démarches de revendications identitaires** pour contester l'Etat central perçu comme lointain et plus on s'éloigne du centre de pouvoir, plus le pouvoir devient invisible.

b. Des reconfigurations silencieuses, mais profondes de l'identité, de l'autorité, de la légitimité culturelle se produisent. Tandis que **les Etats africains eux aussi oscillent** entre affirmations symboliques de leur autonomie et jeux d'alignement diplomatique, les acteurs locaux, se réfugient, parfois, sous des identités culturelles nouvelles et mouvantes. Ça bouge !

c. Terrains mouvants aussi dans le rapport avec la Culture, :

Pas d'identité figée, mais **des influences** qui se tissent autant par la force, que par les symboles, les savoirs ou les flux invisibles. Se demander alors comment les acteurs négocient la souveraineté dans leurs pratiques quotidiennes, renvoie à un certain nombre de constantes:

La culture englobe la langue, la tradition, les valeurs et les croyances dans un ensemble composite malaisé à articuler. L'unité nationale, la cohésion sociale sont des catégories que la culture pourrait aider à consolider, mais dans quelle mesure l'Etat central prend-il en compte cette dynamique ?

Les questions de diplomatie, de géopolitique sont aujourd'hui largement médiatisées et débattues dans la pluralité des communautés culturelles des pays.

La résistance à l'influence étrangère, sorte de rempart à l'assimilation, est devenue d'autant plus importante que l'on voit le rôle majeur des réseaux sociaux dans des

manipulations, mais aussi dans des éveils de conscience pour certains groupes, qui, jadis, ne se posaient pas un certain nombre de questions...

Pourtant la culture est aussi une source d'inspiration, d'innovation, de développement économique et social. En s'appuyant sur les cultures endogènes on voit très bien des possibilités de revoir « autrement » la question de la souveraineté, qui la porte et pour quelle finalité.

Mais « Comment bâtir une identité nationale portée par une culture nationale » compte tenu de l'héritage colonial et de la diversité des situations, de savoir, d'influences ?

Remarquons que du fait de la circulation globale des produits culturels (musique, vidéo, etc.) on ne peut plus penser national, mais continental, voire global. L'Afrique a su faire entendre sa voix mondialement, à travers sa musique. Elle a sa place dans tous les arts.

d. Les « zones frontières » sont des espaces symptomatiques de cette crise, de cette tension vivace entre le local et le global qui porte sur des cultures « impersonnelles », alors que dans le local, il y a des cultures identitaires très fortes, qui veulent se raviver.

La question de cette culture nationale revient d'autant plus fort que les états ne sont pas véritablement stabilisés, et les frontières non plus. Ils sont encore en chantier et énormément de choses doivent être faites entre le niveau central et le niveau périphérique, pour asseoir les bases d'une « souveraineté accomplie, véritable... »

2) Aller vers la souveraineté « du bon pays »!? **(regard socio-politique)**

La « souveraineté » étant un concept politique, qu'en est-il de **l'évolution de la souveraineté « offensive » dans l'Histoire !?**

Cette ferveur qu'on voit en ce moment pour ce concept de souveraineté est le symptôme d'un problème plus général qui affecte tous les petits pays du monde, et bien sûr, ceux de l'Afrique, à savoir **l'inégalité de pouvoir entre pays souverains**. Ce problème provient d'une sorte de « progrès historique de l'humanité »:

L'histoire politique a été marquée par une grande variété d'entités politiques, depuis les petites communautés, jusqu'aux grands empires et il y avait quelque chose qui était comme « **un droit de conquête** », parfois réglementé par la religion.

Or un effet curieux de l'impérialisme colonial européen, a été la transformation du monde à l'image de l'Europe, c'est-à-dire la disparition de l'ancienne diversité, remplacée par l'uniformité de la forme « **État-nation** » qui s'impose à tous.

Cette uniformisation politique s'est accompagnée – et là est le progrès historique – d'une uniformisation juridique, c'est-à-dire de la reconnaissance de **l'inviolabilité souveraine** à tous ces États-nations. En même temps que disparaissait l'inégalité naturelle liée à la diversité des entités politiques, s'évanouissait le droit de conquête, remplacé par le « droit à la souveraineté de chaque État-nation », qui exprime une égalité juridique entre eux.

Et le problème vient de là : **l'inégalité « objective »** qui tient aux vertigineuses différences de capacité et de ressources entre les pays, n'a pas disparu, elle est simplement **niée par le droit souverain**, (jusqu'à ce qu'elle se manifeste brutalement comme...à Gaza, en Ukraine ou dans l'est du Congo.)

Tout progrès amène de nouveaux problèmes et donc la quête de davantage de progrès. Ce qui est cherché confusément en Afrique, c'est comment faire en sorte que l'égalité de droit devienne une égalité de fait!? Nous pourrions **en faire une « aspiration africaine »**, comme si cela était, en quelque sorte, la mission civilisatrice du continent. Le « label de souverainisme » pourrait être appliqué à cette aspiration

...à condition d'oublier son **instrumentalisation actuelle aux fins de construction de dictatures au Sahel!** Ainsi dans cette aspiration, « Cherchez le bon pays », on imagine un pays dans lequel la personne citoyenne qui y serait la plus vulnérable pourrait dire: « Ceci est un bon pays! » Ce serait ainsi le baromètre d'une bonne gouvernance, associée à un souci permanent de justice socio-politique...,

Mais **pour arriver à entendre cette parole de la voix des plus humbles**, il aura fallu un tel travail, une telle œuvre politique, qu'elle n'a pu être issue que de **la seule souveraineté qui vaille : « celle du bon pays »**. Mais pour cela, il faudrait que beaucoup de pays africains fassent encore beaucoup d'efforts!

3) La souveraineté « économique »: un « résultat » et non quelque chose qui se décrète... **(vue sous l'angle socio-économique)**

Un constat s'impose : « The World is becoming more african », titrait récemment le New York Times ! Le monde devient de plus en plus africain ! Pour le meilleur ou pour le pire?

On l'a dit : l'Afrique est la région du monde la plus jeune: (D'ici 2050, 90 % de la croissance de la population active viendra de l'Afrique. La fécondité moyenne en Afrique: 4,18 enfants par femme, 1,5 en France...La moitié de la population a moins de 17 ans, en France, c'est 42 ans ...) Cela a des implications importantes, qui ne sont pas que négatives:

L'extraordinaire développement au Nigéria de Nollywood et la jeunesse qui est partout présente sur les grands stades, dans la musique également, ailleurs dans la culture et les moyens de communication, sur les grands stades, etc... Tout cela aura **une influence inexorable sur le soft power !**

Un « potentiel énorme d'apprentissage » pour la région entière existe. Tout ce qu'on dit sur l'intérêt de politiques industrielles est également valable pour les politiques culturelles et créatives qui représentent **un foyer important d'emplois**. On voit la possibilité d'en faire des moteurs puissants pour l'avenir!

D'où l'importance au plan stratégique **« d'investir dans l'humain »** et dans les capacités (cf« Jeunesse Africaine, « bombe à retardement » ou opportunité historique ? recommandations sur www.initiative-afrique.org)

Il faut cependant combattre « l'instabilité et l'insécurité » en visant « **trois objectifs** » **concomitants**:

1–construire le lien entre gouvernants et gouvernés, c'est à dire bien réfléchir aux modalités d'exercice de sa démocratie.

2–créer les conditions d'une économie forte.

3–construire l'État fort, structuré et efficace qui fasse vivre dans un « bon pays »!

Trois conditions nécessaires pour rencontrer le monde **avec plus de confiance** et se donner la capacité de construire **une souveraineté réelle**.

4) Une souveraineté « énergétique » réaliste à la condition de planifier dès maintenant...

(angle énergétique)

- L'enjeu énergétique : une « nécessité » pour la croissance!

Sans énergie on n'a pas d'eau, qui est déjà en raréfaction. Il y a besoin d'énergie pour la déplacer et comme elle est souvent polluée, il faut aussi de l'énergie pour la dépolluer. Sans eau, pas de processus de mines, d'usine, d'agriculture à grande échelle Il y a vraiment **un processus incontournable: eau-énergie-nourriture....**

-Le potentiel énergétique est loin d'être atteint :

L'Afrique c'est 7,5 % des flux pétroliers mondiaux, on est loin du potentiel qui peut être facilement multiplié par deux,

-Les revenus potentiels sont considérables :

Aujourd'hui ces revenus représentent 115 milliards de dollars par an, on peut escompter facilement **une augmentation de 150 milliards de plus**, sur 50 pays cela représente une moyenne de 3 milliards de dollars par pays.

- il faut changer la chaîne de décision actuelle qui n'est pas optimale,:

les solutions d'urgence viennent en concurrence avec les solutions planifiées.

Quand on est bloqué, la solution, la plus utilisée aujourd'hui, c'est de faire parvenir un bateau tanker qui correspond à un important montant financier (coût moyen 150 à 200 millions de dollars) qui peut influencer des processus de décision. Un ministre ou un responsable- généralement toujours dans l'urgence- **peut avoir du mal à dire non...**

- D'où la nécessité d'une planification « maintenant »: Sinon on ne pourra pas répondre à la croissance de population d'ici 2050, avec des besoins énergétiques énormes. En énergie, ce sont des processus de planification à 50 ans! C'est ce que font les lions asiatiques...

–Comment résister à la tentation de corruption : on conçoit que les montants en jeu qui représentent des années de salaire de fonctionnaire représentent une **véritable tentation!** (Dans tous les pays producteurs de pétrole, ces fonctionnaires spécialisés sont les mieux payés, selon le principe qu'ainsi ils auront moins envie de frauder...)

– **Les solutions peuvent aussi exister en Afrique:** La manne financière est suffisante pour mettre en valeur toute la chaîne qui décide en Afrique...D'où la suggestion de **créer une fonction de Chief Executive Officer** qui supervise avec des systèmes de commission.

– **Quant au « choc culturel » que représenterait la planification,** dans nos villages certaines formes de planification existent qui prévoient la succession de chefs de village...On est donc capable de se mettre à planifier : **la souveraineté « commence par la !**

La conclusion est qu'il y a beaucoup plus d'argent à faire en pensant « long terme » qu'en agissant à « court terme »! Devant un tel enjeu financier à la clé, l'Afrique ferait mieux de **planifier son secteur de l'énergie...maintenant!**

5) En matière de souveraineté attention aux « vraies-fausses servitudes »...

Cheikh Amadou KANE, dans la confrontation entre l'Afrique et le monde occidental dont traite « *l'Aventure ambiguë* », fait dire à son personnage la Grande Royale, cette dernière phrase: « il faut qu'on apprenne nous aussi à vaincre sans avoir raison ! »... Mais il existe en Afrique, « **l'art de perdre sans être au courant** ». Il y a des « servitudes » dans beaucoup de pays africains, dont on n'est pas conscient et **des clarifications sont nécessaires** ...En voici quelques exemples:

a. Le franc CFA

On pense essentiellement le franc CFA en terme de « souveraineté », à propos du rôle de la France, sans conscience d'autres réalités:

En 2010, en Côte d'Ivoire, deux légitimités s'opposent dans un conflit, celle de Laurent GBAGBO et celle d'Alassane OUATTARA, dont les armées s'affrontent... « Le Conseil des ministres » de l'UMEOA « reconnaît la victoire de OUATTARA et interdit l'accès au coffre de la BCEAO à Laurent GBAGBO. Tout Président qu'il était à l'époque, celui-ci essaye de forcer la situation... Il sera condamné à 20 ans pour cela!

Cette décision prise par un simple conseil des ministres de l'UMEOA - ce qui n'est même pas le niveau le plus haut - correspond finalement à une « servitude ». A force de mettre la focale sur la France, on oublie **cette servitude consentie par nos Etats** depuis des décennies, dont on ne se rend pas compte, mais qui est bien là...

Combien de gens sont conscients des servitudes qu'ils ont été laissées à ces instances!?

b. L'Aide internationale,

La façon dont on la considère généralement n'est pas forcément la bonne...Ces dernières années on a expliqué que **l'aide était une vraie forme de néocolonialisme** et on l'a rejetée de partout, comme si le seul fait d'avoir besoin d'aide, était un signe de « baisse de souveraineté ».

Mais, à partir du moment où les Occidentaux décident d'abandonner l'objectif de 0,7 % de la richesse nationale fixé pour l'aide, et particulièrement les États-Unis qui la suppriment carrément, on se rend compte que l'aide internationale aujourd'hui était

vraiment nécessaire pour nourrir des réfugiés, construire des routes, des hôpitaux, des crèches, etc..

En faisant croire qu'avec l'aide à l'Afrique on se déshonorait, **on a fait tomber l'aide internationale**. Aujourd'hui où sont-ils ceux qui l'ont discrédité pour expliquer comment on pourra la remplacer !? Il n'y a pas de honte à demander de l'aide, mais voir l'aide « honteuse » en soi, est honteux !

c. On parle de luttes d'influence, mais qu'en est-il des « influences sans lutte » !?

Nos systèmes juridiques, critiqués pour l'inefficacité des tribunaux dans l'espace francophone et l'absence de séparation des pouvoirs, sont un héritage français, qui n'a jamais été « repensé ». On ne conteste pas le fait que le Ministre de la justice, comme **toute la structure juridique, dépende...du gouvernement**. Aucun pays francophone en Afrique n'accepterait de laisser la justice indépendante!

Les moyens de corruption qui viennent de cette dépendance de la justice sont énormes. En Ouganda ou au Kenya par exemple, le Conseil supérieur de la magistrature, qui décide des carrières des magistrats, est essentiellement composé d'avocats et de juges « indépendants ».

Cette influence délétère de la justice dans nos Etats, imposée sans intervention de la France, n'est jamais remise en cause. La « véritable souveraineté » commencerait par réfléchir à **trouver des alternatives** qui existent ailleurs...

B. LES « FONDEMENTS » D'UNE VERITABLE SOUVERAINETE AFRICAINE DANS LA GÉOPOLITIQUE ACTUELLE

1) Ne jamais oublier la démographie.

L' Afrique sera en 2050 le continent le plus peuplé: pour que ce soit une bonne chose il faut mettre l'accent **dès maintenant** sur tous les domaines comme **l'éducation, la santé** ...ainsi que sur toutes les **autres dynamiques d'avenir** : utilisation de l'IA, problèmes de changement climatiques etc.

2) Une « planification » plus que jamais indispensable.

-« Témoignages sur le passé de la « planification » :

« On revient de loin ! Dans les années 2000 le long terme c'était la semaine prochaine! Quand on ne sait pas comment à la fin du mois on va pouvoir payer les fonctionnaires, ça prend toute l'énergie! On vivait la dictature des urgences. Le quotidien l'emportait sur le long terme... »

Des réactions africaines généralement trop lentes face aux menaces: « lors d'une réunion SADEC sur le **problème d'assèchement du lac Tchad** un Premier Ministre avait proposé d'envisager la possibilité de détourner l'eau de deux fleuves vers le lac Tchad, pour maintenir la population tchadienne là où elle se trouvait...En vain ! Quelques années après les éleveurs tchadiens mènent leurs troupeaux jusqu'en RCA, ce qui pose de sérieux problèmes de sécurité... »

-La Vision, la Stratégie, c'est nécessairement « maintenant » !

En 2050, la moyenne d'âge en Afrique sera de 23 ans (alors qu'ailleurs de nombreux pays doivent anticiper un problème de seniors). Il faut réfléchir en termes de besoins d'emplois, de formation, de métiers, etc. Il ne faut surtout pas « s'asseoir » et attendre 2050.

-C'est possible d'y parvenir avec une forte volonté politique, l'exemple du Bénin en témoigne:

En 2016 une décision présidentielle a été prise de « ramener la planification au Bénin et reprendre « **la vision Bénin ALAFIA** » qui subsistait mollement depuis les années 2000

Un plan national de développement à 10 ans composé de deux Programmes d'Actions du Gouvernement (PAG) de cinq ans ont effectivement encadré toute l'action gouvernementale et permis un suivi avec un véritable « rendu des comptes » au citoyen béninois. **Les conséquences positives de ces programmes sont partout visibles** dans le pays, notamment en cette fin de deuxième mandat.

- Les problèmes et les objectifs sont les mêmes.

Une évaluation a été faite, avec une enquête prospective à 30 ans, sur « **le Bénin Rêvé, après un siècle d'indépendance** ». On a interrogé les populations jusqu'aux plus jeunes (car dans 30 ans, un enfant de 15 ans d'aujourd'hui, sera dirigeant du Bénin !). La question suivante a été posée : « De quel Bénin rêvez-vous ? »

Les réponses majoritaires ont été :

Un monde sans inégalité,	Où les enfants ne sont plus maltraités,
Où nous allons trouver du travail,	Un Bénin où demain nous vivrons tous en paix...

Avis certainement partagés par toutes les Afriques:« Hétérogénéité des Afriques » mais certainement **communauté d'objectifs sur « l'Afrique rêvée »**.

C. RECOMMANDATIONS POUR CONSTRUIRE UNE « SOUVERAINETÉ VÉRITABLE », AU PLAN MONDIAL.

1- « Affronter «positivement» un choc de cultures en pleine évolution »

-Combattre des préjugés:

C'est méconnaître l'histoire, les valeurs et les cultures de dire qu'il n'y avait pas historiquement « d'institutions » en Afrique. Au Sahel, la « Charte du Mandé » date de 1236 et régissait un vaste ensemble regroupant les Mandingues, les Malinkes, les Dioulas, etc. En Afrique de l'Est, les royaumes des hauts plateaux sont multiséculaires.

Existent également des« mécanismes » culturels comme « l'arbre à palabre » ou « le cousinage à plaisanterie » qui favorisent dialogue et recherche de consensus. Les masques également sont éducatifs.

-La méconnaissance de la jeunesse actuelle:

Les jeunes sont en majorité éduqués par le portable. Ils ne connaissent pas nos valeurs et nos cultures et n'utilisent pas assez les mécanismes traditionnels et

socioculturels. Ils sont souvent instrumentalisés et manipulés. Ils peuvent lancer sur leurs chaînes une vidéo qui peut avoir un million de vues en un instant ! Comment faire face à ces luttes d'influence !? C'est un vrai problème.

Ceci pose la question de l'éducation, de l'insertion dans les programmes, de l'Histoire et de la culture traditionnelle, de la transmission des valeurs ne se limitant pas au scolaire, de la diversité des cultures africaines.

Comment conserver notre identité et assurer notre développement ?

Pour être « soi-même » et prendre chez les autres ce qui procure un avantage, **« pour donner au continent sa place dans le monde », il faut :**

- parler de la culture **de façon « évolutive » et non pas essentialiste**: Elle a une « histoire », elle évolue, **nourrie également par des religions qui sont très pratiquées sur le continent** et constituent un élément important de cohésion sociale.

- **adopter la vision « décomplexée »** de la culture de SENGHOR: **« s'enraciner et s'ouvrir »**, étudier des auteurs africains qui ne ferment pas au monde, mais ouvrent des approches plus créatives.

- être soi-même et en même temps **capable de travailler avec d'autres, d'intégrer des systèmes différents**. Pour cela, Il faut une sensibilisation et que les médias aident, pour la **pérennisation des traditions** mais aussi pour la **formation dans les disciplines scientifiques et techniques de pointe**.

- **Parler plusieurs langues, c'est la vraie richesse**. Nous avons 2000 langues en Afrique (56 au Bénin) Certes il faut pousser la promotion des langues locales, mais sans repli identitaire et il faut aussi se comprendre, avec l'outil d'une langue commune, quelle qu'elle soit, selon les circonstances. De fait, **le français et l'anglais** font désormais partie de nos langues, il y a eu appropriation.

- Au final **magnifier un « capital humain » qui représente un véritable trésor**, mais sur lequel « on est assis ». Nous n'exploitons pas suffisamment la culture de la créativité. La culture n'est pas statique, elle se crée et **il y a une demande dans le monde de culture africaine!**

2- « Rebâtir la maison Education, de Bas en haut. »

Il y a **« une majorité d'enfants aujourd'hui qui ne sont bons nulle part! »**.

Une situation depuis longtemps dégradée.

Pour comprendre, on peut remonter aux Indépendances. Les nouveaux Etats ont fait appel aux meilleurs éléments pour leurs administrations. Beaucoup ont quitté l'enseignement, qui n'offrait pas les mêmes perspectives de réussite et d'enrichissement. On a comblé le manque avec de moins bons éléments.

La qualité en a souffert. Le tourbillon vers le bas s'est accentué, car les enseignants ont été de moins en moins bien payés comparativement. Parallèlement, les élites dirigeantes ne s'en sont pas trop soucié : ils envoyaient leurs enfants dans des écoles privées élitistes, ou à l'étranger.

Au final, 50 ans après on trouve des enfants qui ne sont bons nulle part et frustrés car leurs efforts, leurs diplômes, ne leur rapportent rien.

Pour rebâtir la maison de bas en haut il faut :

-Améliorer la qualité des apprentissages.

La qualité de l'éducation est fondamentale il faut en parler dans une approche ouverte et revoir les programmes à l'école. Utiliser aussi toutes les nouvelles techniques pour moderniser l'apprentissage.

-Enseigner ce qui est adapté au marché de l'emploi

On continue d'enseigner majoritairement des matières qui ne sont pas adaptées au marché de l'emploi, il faut qu'on ait le courage de regarder résolument les secteurs techniques!

-Enseigner les valeurs civiques et les connaissances géopolitiques nécessaires pour, à partir du « besoin d'idéalité » des jeunes, susciter un désir d'avenir réaliste dont ils seront protagonistes. (Cf 8eme levier des recommandations GIAF sur « Jeunesse africaine, bombe à retardement ou opportunité historique » sur : www.initiative-afrique.org)

3- « Défendre le principe démocratique »

Le choix de la « démocratie » demande à être défendu:

Sinon, un retour à l'autoritarisme civil ou militaire ne donnera pas à la jeunesse les moyens de s'épanouir à la pleine mesure de ce dont elle est capable!

Pour cela, il faut **combattre les doutes inquiétants actuellement des jeunes** sur la démocratie qui serait: *«antinomique avec l'Afrique, consubstantielle à l'Occident et ne nous aurait rien apporté ... »* :

D'une part ceci n'est pas exact: une forme de démocratie a existé en Afrique, (cf par exemple la Charte du Mandé.) D'autre part **c'est un choix pour « une question de liberté »** dans les **liens entre gouvernants et gouvernés** et par ce qu'elle sous-tend de **« liberté en général »**...

Malheureusement pour beaucoup de jeunes ce qu'ils ont connu dans les 20 ou 30 dernières années était **un ersatz de démocratie**, un faux semblant, qui, sous couvert d'un vocabulaire, a pu pratiquer corruption, népotisme, injustice, répression, prédation, etc. Il faut redonner aux mots leur sens, et ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain

Certes, il n'y a pas une « seule » démocratie, **elle ne peut être en Afrique un copier-coller des pays occidentaux mais quelques principes de base sont universels** : « La liberté, le droit, la séparation des pouvoirs, des élections libres et transparentes ». Ces principes démocratiques sont non discutables.

Certains disent que **ça ne correspondrait pas avec la culture africaine ! C'est le contraire** : compte tenu de la diversité de nos ethnies et pour assurer une connexion entre gouvernants et gouvernés, la démocratie est probablement le système qui convient le mieux pour gouverner nos états africains et nos peuples,.

4- « Améliorer la gouvernance et faire baisser les frustrations »

-Les Etats ont une grande responsabilité en matière d'insécurité:

L'insécurité est principalement due à la déliquescence des Etats qui créent des frustrations, par le **non-respect des Constitutions, d'élections mal organisées et non crédibles** et par la **mauvaise gouvernance économique...**

-Il faut attaquer le problème à la racine: Les problèmes de gouvernance sont énormes dans plusieurs pays, au plan politique, économique et démocratique. Souvent à l'issue d'élections, on assiste à l'arrivée d'**une nouvelle coalition qui s'installe au pouvoir et qui pille littéralement les ressources**, comme il était reproché à l'équipe sortante, ce qui crée les frustrations qui mènent aux coups d'Etat militaires. **A la base, il faut un contrat social stable, fondé sur la justice.**

-S'ajoutent les problèmes de transhumance entre les éleveurs et les agriculteurs qui sont une vraie **source de litiges qui s'aggravent avec le temps**. Le problème principal c'est l'eau avec **beaucoup de conflits dus au « changement climatique. »**

Les frontières ne tiennent pas compte de ces évolutions et leur tracé ayant été largement arbitraire, on ne peut plus les modifier aujourd'hui: **Le principe de ne pas modifier les frontières** telles que définies à la **Conférence de Berlin en 1883** sans tenir compte de l'histoire des peuples, ni de la géographie, a été érigé **en dogme absolu**.

L'intangibilité est apparue aux Africains eux-mêmes comme **un principe de sagesse** car il y aurait eu sinon eu une multitude de contestations, voire de conflits; **Il faut donc faire en sorte qu'elles soient correctement administrées pour baisser les frustrations!**

-S'inspirer de deux « exemples de bonne gestion des frontières » :

La réponse sénégalaise:

Les transhumances de bétail entre la Mauritanie et le Sénégal sont très importantes. Les problèmes entre éleveurs et pasteurs sont limités par **une gestion intégrée des espaces frontaliers**, sous l'autorité des préfets et des sous-préfets, qui déterminent les zones dédiées à l'élevage et les routes de transit.

Des accords entre les Etats prévoient le passage de troupeaux: les points d'entrée du bétail sont fixés sous contrôle des deux administrations qui informent les gens sur telle période, telle zone..

Le bétail doit être vacciné et **des campagnes de vaccinations** sont organisées périodiquement.

Des contacts transfrontaliers sont entretenus pour apaiser les relations: les populations sont les mêmes des deux côtés de la frontière car les territoires pré-coloniaux étaient les mêmes.

Des festivals culturels sont organisés chaque année de part et d'autres, c'est très apprécié. Il y a aussi des Foires commerciales avec des mariages célébrés entre populations....

Au plan militaire sur les trois frontières, les militaires se réunissent régulièrement. Ils font des patrouilles ensemble au moins deux fois dans l'année. À chaque fête de l'indépendance de chaque pays, il y a des délégués qui viennent de part et d'autre.

L'exemple Béninois

Partant du principe de « la porosité naturelle des frontières et que tout corps a besoin de pores », une **Agence de gestion intégrée des frontières** (ABeGIEF) a été créée. Elle conduit des études pour que l'administration béninoise ait des ramifications lui permettant de faire bénéficier ces régions frontalières d'**un service public adéquat**. Cette Agence **fait des forages, crée des écoles, des activités maraîchères, etc.**

L'État a fait en sorte que **les populations soient proches de l'administration**, ce qui permet de les apaiser. Ont été également installés **des pôles de sécurité**.

Par ailleurs, **des couloirs de transhumances** sont tracés et vulgarisés afin d'éviter davantage de conflits entre agriculteurs et éleveurs. **Des activités de sensibilisation** sont organisées plusieurs fois dans l'année dans les zones à risque de conflits entre agriculteurs et éleveurs du Bénin.

5 - « Régler le problème de la transhumance »

Le vrai problème de la transhumance repose sur un aspect économique global, S'il n'y avait pas eu un ralentissement de l'industrialisation au Nigeria pendant 10 ou 20 ans, il est probable que l'on n'aurait pas eu Boko Haram...La problématique de la transhumance est liée à la combinaison de problèmes portant sur 3 éléments : **les ressources en eau, la dégradation de l'environnement, les difficultés de l'agriculture.**

Le Président Mohamed BAZOUM lors d'une réunion sur la souveraineté alimentaire, avait insisté sur **l'impératif de solidarité et de générosité**: « Si on ne fait pas preuve de cela, on ne pourra pas répondre aux défis pour une raison simple : le défi climatique »

On est pris en étau : la population côtière recule à l'intérieur des terres. Nous perdons 5 à 10 m de côte chaque année du fait de l'avancée de l'océan. En sens inverse du fait du **réchauffement climatique**, la population saharienne bouge vers les mangroves.

En même temps la productivité du travail n'a pas augmenté et on est obligé d'accroître les surfaces cultivables : les populations transhumantes n'ont plus les couloirs qu'ils avaient, il y a 30 à 50 ans !

Cela ne peut être réglé au plan national: **le « plan régional » est donc au cœur de cette dynamique** des populations transhumantes qui ne vont pas respecter les limites administratives ou officielles...C'est le même problème dans tout le Sahel jusqu'au Soudan.

6 - « Réaliser l'indispensable intégration économique »

On voit que plus les débats avancent, plus le concept qui s'avère être le plus pertinent c'est celui de **souveraineté « partagée vers l'intégration régionale »**, ce qui implique:

-Une nécessaire mutualisation des ressources

Les projets régionaux sont fondamentaux car il faut miser sur les avantages comparatifs pour gagner en performance sur la région quitte à mettre en place des mécanismes de redistribution des surplus, pour que l'effet d'échelle soit perceptible pour chaque région.

Mais « on n'y est pas arrivé jusqu'à présent », cf. l'exemple historique du coton: Abdoulaye BIO TCHANÉ alors Président de la BOAD avait réussi à mutualiser des ressources sur la filière coton. A l'UMEOA, on avait déterminé le triangle Senoufou comme « meilleure zone de production du coton » réunissant une partie des trois pays:

Cependant on n'a jamais pu mettre en place le pôle de compétitivité sur ce produit phare de la région, **parce que la redevabilité des populations dans le découpage** était uniquement par rapport à **leurs gouvernants...** Or « faire de l'intégration régionale » peut vouloir dire que le Togolais par exemple produise autre chose que du coton et laisse le Mali en faire plus, et réciproquement pour un autre produit, et qu'il y ait compensation à partir de redistributions ...

Dans une mondialisation exigeante comme aujourd'hui, on n'a pas d'autre choix que celui d'utiliser **le levier de l'intégration régionale.**

-Une voie de solution raisonnable pourrait se dégager pour « l'intégration monétaire »

La déclaration de Lomé (Etats généraux de l'Eco 2021) a suggéré un plan ouest africain, intéressant en faveur d'une monnaie « commune » par opposition à une « monnaie unique »... Il est question d'un Eco commun avec un taux de change fixe, cohabitant avec des monnaies nationales pouvant **fluctuer à l'intérieur d'un « couloir ».**

C'est une forme d'intégration progressive qui va tenir compte des monnaies existantes fluctuantes dans ce couloir et les amener progressivement **vers une convergence**, avec comme objectif, la transformation structurelle de l'économie actuelle. C'est la même formule **du « serpent monétaire » autour de l'écu**, qui a existé historiquement en Europe avant l'euro et avait participé à la croissance exceptionnelle des fameuses « 30 (années) glorieuses ».

-La responsabilité des Institutions Africaines

CEDEAO, CEMAC, Union Africaine, etc. **elles ont toutes un rôle très important à jouer** pour tenir compte des diversités pays et conjuguer les efforts dans les grands problèmes face aux USA, à la Chine à l'UE... car seuls on ne peut rien faire, mais ensemble, on peut mieux faire face aux défis collectifs d'une Afrique plurielle...

A la condition d'accepter de se réformer...(Voir recommandations GIAF : « Intégration ou...Désintégration? Comment re-fonder la dynamique de l'Intégration Régionale en Afrique » sur www.initiative-afrique.org)

-Comment se mettre ensemble pour optimiser ces solutions africaines?

Le fédéralisme?

S'il est sans doute utopique pour le moment de penser à une fédération africaine, **on pourrait au minimum aller vers des « contrats entre pays »**, contrats de partenariat sur des sujets précis, pour pouvoir défendre des intérêts et aller comme l'Europe au-delà des frontières physiques, même si elles existent

« Contrats entre pays » ça a marché au plan sécuritaire:

Idriss DEBY avait montré l'exemple: il était le seul chef d'État d'accord pour mutualiser sa sécurité avec celles des autres: il a envoyé 4000 soldats au Mali, 3000 au Niger, 3000

au Cameroun, 4000 au Nigeria... Ils ont ensemble détruits **68 % du potentiel de Boko Haram!** Puis on leur a demandé de rentrer chez eux... Voilà, où nous mènent « les souverainetés » purement nationales!

Tout ceci plaide en faveur d'**une souveraineté des pays africains « ensemble »**

La question reste posée : **« Avons-nous besoin de frontières ? »** Au Burkina Faso, au Mali on lutte contre l'insécurité... On aurait mis nos efforts en commun, s' il n'y avait pas de frontières...les djihadistes le font bien eux !

Comme disait NYÉRÉRÉ à propos des transhumances: les Masaï, c'est comme les girafes, ça n'a pas de frontières, on devrait faire comme ça en Afrique mais avec l'égoïsme des Etats, personne ne veut lâcher... **Il faut aller à des espaces plus larges, la mondialisation l'exige.**

La question se pose: comment rendre les gens plus panafricains!? Pour cela il faut **viser un grand destin, pour l'Afrique...**

8- « Faire de l'Afrique, une puissance économique »

On parle beaucoup de souveraineté ... mais il faudrait par réalisme construire un consensus sur l'idée que **cela passe par faire une « puissance économique » de la zone** car le « cœur du sujet », est:

- qu'il n'y aura pas de stabilité s'il n'y a pas d'emplois,
- que le secteur privé est déterminant pour la création d'emplois.
- qu'on ne peut pas créer des emplois à une échelle suffisante sans politique commune d'industrialisation de nos économies. Sans « **Projet africain** »

9- « Réunir les conditions d'une « mise en œuvre effective » du Projet africain »

1- Passer des discours si souvent entendus... à « l'impact effectif »,

Il faut **« une mobilisation générale »**: (à commencer par les participants de cette conférence), notamment ceux qui ont une capacité d'influence sur les hommes politiques des différents pays, en les invitant à agir individuellement et collectivement,

a) pour examiner et négocier avec courage **les lois qui touchent à « l'environnement réglementaire et fiscal »** des différents pays pour « les dépoussiérer », « les rendre innovantes », « les adapter à notre contexte »...

b) pour développer résolument **« les secteurs techniques », « l'alternance » en entreprise** et se rapprocher des industries et entreprises privées pour « former plus de techniciens », adaptés aux économies visées et surtout au secteur industriel ! Ceci passe par « la réforme de nos lois éducatives ».

c) pour bâtir une **« fiscalité de porte adaptée »**. Une **« politique incitative » pour les produits transformés au niveau national**, pour être plus compétitifs que les produits importés. Sans cette « mobilisation générale », tout restera slogans et ne sera pas réaliste!

2- Construire un panafricanisme « de nature économique », travailler ensemble à définir une vraie politique d'industrialisation qui dépasse l'échelle d'un seul pays et pour cela réfléchir et agir sur:

a) comment « se mettre ensemble », en premier lieu **sur l'électricité**, qui est un problème commun car qui dit industrie dit compétitivité et **certains pays ont la capacité de fournir aux autres de l'énergie à l'échelle régionale...**

b) définir « **sur quelle base** » chaque pays a le **pouvoir de décider** sur ses propres sujets énergétiques, agricoles, industriels, voir ceux qui pourront être traités à un niveau beaucoup plus régional et **bâtir une politique commune « ensemble »**.

c) voir comment mieux « **accompagner les jeunes** », qui sont nombreux à vouloir aller dans différents pays pour compléter leur formation et pour tisser des liens...

d) adopter une **politique de l'Intelligence Artificielle (IA)**: définir ce qu'on veut sur l'IA africaine pour qu'elle prenne en compte les réalités des cultures, des langues, des valeurs ainsi que la protection des données et la stratégie de l'Afrique, sur le reste du monde.....

Investir massivement parce que ce sont des choses faisables, concrètes sur le terrain, dans des datas, des ingénieurs, des analystes, des techniciens... il faut « le faire ensemble » car chaque pays pris individuellement est trop petit.

3-« Toujours le faire avec le secteur privé « autour de la table... »

La souveraineté, c'est une « conquête à conquérir »! **C'est forcément progressif** et ça se construit dans le temps, sachant que la prospérité et donc l'activité économique et l'emploi, sont les véritables facteurs de stabilité et de transformation.

Pour construire cette souveraineté, il y a « **centralité** » du **secteur privé comme moteur** à toutes les échelles : petites, moyennes et micro entreprises, mais également avec **l'informel** (voir dans Documents sur [www. initiative-afrique.org](http://www.initiative-afrique.org)« En Afrique faire de l'informel une force! »)

Le préalable absolu est que le **développement du secteur privé ne soit pas entravé**. Certaines pratiques de gouvernance lui nuisent (Produits importés de loin qui rendent non-concurrentielle la production locale). Il faut lutter contre tout ce qui entrave son développement !

Cette priorité donnée à l'aspect régional, réalisée avec le privé, nécessitera nécessairement **une « re-fondation » de certaines politiques et institutions** pour aller résolument dans le sens de ce qui favorise le secteur privé local !

Session 5 : SEANCE CONCLUSIVE

Si on ne fait pas globalement au niveau mondial preuve de « **générosité** », on ne pourra pas régler les problèmes, à cause notamment du **réchauffement climatique**. Le **concept pertinent**, c'est finalement celui de « **souverainetés partagées** » entre l'État, le territoire, la société mais aussi la région et le continent ...et la planète!

Aucune souveraineté proclamée, sans fondement économique, n'est vraiment raisonnable. Seule **une souveraineté ouverte en coopération et en co-construction avec d'autres pays africains et ouverte sur le monde**, peut se targuer d'atteindre progressivement cet objectif de souveraineté véritable et partagée, mêlant aspects économiques et sécuritaires.

Cela est faisable et on peut déjà s'inspirer des « **success stories régionaux** » :

-comme **le Maroc** par exemple dont l'avenir a été clairement orienté vers l'Afrique subsaharienne, à partir d'une stratégie bien définie: investissement dans le trafic aérien, investissement dans les Finances, promotion de l'Islam des lumières pour faire barrage au radicalisme, construction du port de Dakhla Atlantique qui désenclavera 23 pays.

Dans ce succès il n' y a pas eu que **l'indispensable « vision »**, il y a eu **aussi « beaucoup travail et de sérieux »** et un « **investissement conséquent** ».

-Mais le bon exemple, peut aussi venir **du Bénin**, car on a vu sous les quatre angles d'analyse de la souveraineté par la conférence, qu'objectivement **le « Benin de 2025 » coche beaucoup de cases positives**.

De quoi donner une légitime fierté aux Béninois et indiquer un chemin pour des pays qui cherchent leur voie!

« Souveraineté partagée », « intégration », « mutualisation des moyens » notamment pour les infrastructures et sur le plan sécuritaire, « engagement », voilà « **les mots-clés** » pour que, conformément à la déclaration du Président **Sidi Ould TAH** en introduction de la conférence, « **l'Afrique devienne la prochaine usine du monde!** ».

Une Afrique qui refuse la dépendance passive et s'invite, **d'avantage unie, avec détermination, lucidité et sans complexe**, à « **co-construire** » l'ordre mondial !

Il est par contre évident que **les antagonismes régionaux actuels**, issus de nombreux putschs et attisés par les conflits importés, peuvent gravement **pénaliser l'atteinte de cet objectif**. L'avenir dépendra de l'issue de cette confrontation entre la **souhaitable co-construction africaine** et **une fragmentation de plus en plus conflictuelle**, dont seule sera bénéficiaire, l'économie grise...

Une chose est certaine, comme on l'a vu « **le monde deviendra de plus en plus africain** » ce qui souligne **l'enjeu pour le meilleur comme pour le pire du devenir du continent africain pour le monde entier** et en premier lieu pour ses **voisins européens**. Aux Africains et au reste du monde de bien le comprendre, car c'est l'avenir de tous nos enfants qui se joue maintenant en Afrique.

Annexe

1 - « Gérer les rancœurs qui s'accumulent concernant le problème Peulh »

Attention à la formule: « tous les Peulhs ne sont pas terroristes mais tous les terroristes, ou potentiellement terroristes, sont Peulh! »

Cette formule est explosive et dangereuse et peut conduire à la violence sous l'effet du mécanisme très grave de frustration collective en cours! Il faut la bannir du vocabulaire et déconstruire ce qui n'est pas la réalité:

-La communauté peule vue de l'intérieur est beaucoup plus nuancée qu'on ne croit: Dans les analyses, on reste calés sur des raisons historiques qui sont des sortes de « modèles voyageurs » or il y a **de nouvelles dynamiques** et **beaucoup de diversités**.

De grandes **différences de points de vue existent** « selon les générations » qui n'ont **pas la même lecture des choses**. Il faut cartographier plus précisément, aller dans des analyses d'échelle pertinentes. On parle de dialogue inter-communautaire, il faut aussi un dialogue intra-communautaire et trouver des solutions « africaines » à ces problèmes.

Dans l'échelle micro, on retrouve **des problématiques qu'on a écrasées alors que ce sont des problèmes majeurs: la formation des jeunes Peulhs** (qui ne vont pas à l'école, qui sont bouviers et n'apprennent pas de métier, avec des souffrances terribles) le problème des psychotropes et la transhumance qui crée aussi des fractures énormes....Ce sont des micros problèmes mais « toutes ces rivières font le fleuve de l'insécurité »

A une échelle plus macro, il y a des **Peulhs sédentarisés**, notamment en Centrafrique, installés depuis longtemps et qui ont le sentiment de faire partie d'une communauté nationale. Ils ont légalement acquis des terres; ce qui a été facilité par la grande taille du pays.

-Et cette réalité évolue: En Centrafrique ces jeunes Peulhs attachés à des terres sont, dans l'économie du chaos actuel, **les premières victimes** d'un système de prédation dirigé par des mafieux. Beaucoup se sont réfugiés au Tchad.

La **MINUSMA** a par ailleurs développé **un concept dangereux, celui de « la communauté concernée »**, c'est-à-dire « une communauté nomade qui n'est pas protégée par un État, ni par les Nations unies » à laquelle on a donné **l'autorisation de porter des armes pour se défendre**. En fait, ces armes sont données à des chefs de guerre, qui la plupart du temps ne sont pas centrafricains...

-« Ne pas faire d'amalgames trop rapides »

On fait **une faute tragique** lorsqu'en observant un groupe armé composé à environ 50 % d'un même groupe ethnique, on déclare que ce groupe est composé de **terroristes d'une même mouvance!**

Il faut **bien analyser les conditions de basculement dans la violence**: la constitution de ces groupes se fait pour des raisons de facilité de langue et de sentiment commun de frustration collective. Il y a certes une dimension économique des frustrations de beaucoup de groupes, mais tous les groupes frustrés ne passent à l'action; ils peuvent notamment ne pas avoir suffisamment de moyens provenant de l'extérieur...

On doit faire très attention de **ne pas structurer le fait que ces groupes sont représentatifs d'une ethnie en particulier**, ou de se laisser entraîner par des slogans de ceux qui agissent au prétexte de protéger des populations. Ce sont des fautes explosives qui peuvent conduire à la violence ! C'est le cas lorsque on conclut que « tous les Peulhs sont terroristes ou potentiellement terroristes » . **Cela représente un risque majeur pour tous les pays de la région;**

-La dimension économique est essentielle dans ces frustrations

On parle aussi de « luttes d'influence » mais les Peulhs, fondamentalement, c'est qui !? Peulhs et Toucouleurs vont du Nord du Niger au Sénégal, ce sont les mêmes peuples...

Le vrai problème lié à la transhumance, c'est l'absence de modernisation de l'économie, cette situation de violence est « le résultat » de ce que l'on n'a pas fait dans la diversification de l'économie.

Les **vraies luttes d'influence ce sont particulièrement les frontières!** C'est toujours les mêmes conflits Inter et intra-communautaire qui reviennent : Pasteurs, chasseurs, éleveurs, agriculteurs...

-Penser au rôle clé de la Démocratie dans l'après Guerre...

C'est vrai qu'au Mali aujourd'hui les Peulhs sont stigmatisés et qu'il y a des rancœurs ! Comment recomposer la mosaïque de réconciliation !? **La Démocratie reste centrale dans la résolution de ce problème**, car c'est la garantie de la meilleure gestion de la diversité, permettant de déconstruire les préjugés, plutôt que d'en faire un élément de conflictualité!

il y a beaucoup de préjugés; on ne peut réussir la sécurité que si on réduit la méfiance. De plus attention, au stade de cette génération, les éléments de «radicalisme religieux » ne sont pas encore « déterminants ». **Mais il ne faut pas tarder...**

-Autres pistes de Recommandations évoquées:

-Interpeller les anthropologues pour réfléchir à des mécanismes« endogènes » de réconciliation...!?

-Prendre l'aspect économique. Fournir des formations professionnelles aux jeunes peulhs.? Notamment **appliquer les recettes des DDR** (Désarmement, Démobilisation, Réinsertion) qui ont véritablement réussi (cf « Faire de l'informel une force » dans Documents sur www.initiative-afrique.org)

-monter un sommet sur la transhumance serait utile pour bien comprendre ce qui se passe et donner des solutions africaines en appliquant un principe de solidarité.

PARTICIPANTS A LA CONFERENCE

ACOUETHEY, Didier	Togo/Côte d'Ivoire/France
• <i>Président AfricSearch</i>	
ADJE, Jocelyne	Bénin
• <i>Promotrice CRYSTAL AGRI BUSINESS</i>	
AHAMIDE, Armelle	Bénin
• <i>Secrétaire Générale du Ministère - DCAG</i>	
AHODODE, Jose Herbert	Benin
• <i>Responsable GIAF jeunes</i>	
AHOUANVOEDO, Didier (Col.)	Bénin
• <i>Conseiller technique à la Communication du Ministre de la Défense Nationale</i>	
AIDARA NDIAYE, Adjaratou Wakha (Pr.)	Senegal
• <i>Directrice Partners Senegal</i>	
AKANDJI KOMBE, Jean-François	Centrafrique/France
• <i>Professeur Sorbonne Directeur Master2 Droits Africains</i>	
AKPLOGAN-DOSSA, Huguette	Benin
• <i>Consultante gouvernance et secteur privé</i>	
AKPO, Laurent	Bénin
• <i>Directeur de Cabinet du Ministre de l'Industrie et du Commerce</i>	
ALINSATO, Alastair Sèna	Bénin
• <i>Directeur de Cabinet du Ministre -DCAG</i>	
AMENOUNVE, Edoh Felix	Togo
• <i>Directeur Général B R V M</i>	
AMOUZOUNVI, Biram	Bénin
• <i>Gérant GSM Smart</i>	
ASSOKO, Joël	Paris/Côte d'Ivoire
• <i>Auteur/essayiste économique</i>	
ATSE, Jean Philippe	Côte d'Ivoire
• <i>Managing Partner AIES (Africa Integrated Energy Solutions)</i>	
ATTIOGBE, Rodrigue	Bénin
• <i>Président du Réseau Almuni des Jeunes Leaders du Bénin</i>	
BAS, Jean-Christophe	France

• <i>Vice Président Aspen France</i>	
BEHETON, Létonджи	Bénin
• <i>Directeur Général de la Société d'Investissement et de Promotion de l'Industrie</i>	
BERTRAND, Joël	France (Nigeria/Afrique de l'Est)
• <i>Ancien Directeur CCF</i>	
BESSAN, Eudoxie	Bénin
• <i>Conseillère Technique à l'Economie</i>	
BILOA, Marie-Roger	Cameroun
• <i>Journaliste et entrepreneuse Médias</i>	
BIO TCHANE, Abdoulaye	Bénin
• <i>Ministre d'Etat, en charge du Développement et de la Coordination de l'Action Gouvernementale (DCAG)</i>	
BIOKOU, Romulus	Bénin
• <i>Secrétaire permanent de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière</i>	
COULIBALY, Mamadou Sinsy	Mali
• <i>Ancien Président du Patronat Malien</i>	
DAKO, Benjamin	Bénin
• <i>1er Secrétaire Général Adjoint du Gouvernement</i>	
DASILVA, Karim	Bénin
• <i>Président de l'Association des Sages et cadres de Porto-Novo</i>	
DE SOUZA, Léchidia	Bénin
• <i>Directrice Générale Adjointe de l'Evaluation et de l'Observatoire du Changement Social</i>	
DEGAN, Mardochée	Bénin
• <i>Président de l'Ordre des Jeunes Leaders du Bénin</i>	
DIAWARA, Malick	Sénégal/France
• <i>Journaliste créateur Eco-TransContinentsAfrica</i>	
DO REGO, Laurence	Togo/France
• <i>Directrice Financière</i>	
EDON, Cyriaque	Bénin
• <i>Directeur Général des Politiques de développement</i>	
EKRA, Jean-Louis	Côte d'Ivoire
• <i>Ancien Président Afreximbank, administrateur sociétés</i>	
ENDEZUMOU, Patrick	Cameroun/Allemagne
• <i>Conseiller, Ambassade du Cameroun en Allemagne</i>	
GADIO, Tidiane (Cheikh)	Sénégal

<ul style="list-style-type: none"> • <i>Ancien Ministre Affaires Étrangères ...</i> 	
GANSE, Emmanuel	Bénin
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Président Association des Blogueurs du Bénin</i> 	
GNAMOU, Dandi (Pr.)	Bénin
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Présidente de la Haute Cour de Justice</i> 	
GOMINA, Ibrahim Issiradjou	Bénin
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Conseiller Technique à la Gouvernance</i> 	
HOUEGBELOSSIN, Jérémie	Bénin/France
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Promoteur Xwevi</i> 	
IDRISSA, Rhamane	Niger
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Politologue éditeur la Gazette Afrique</i> 	
ITOUA, Bruno Jean Richard	Congo
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Ministre des hydrocarbures</i> 	
KAZADI, Delly	Suisse/RDC
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Expert en transformation digitale et intelligence artificielle</i> 	
LAWANI, Adjaratou	Bénin
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Coach en personal branding</i> 	
LEBLOND, Aïssatou	Sénégal
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Secteur Privé Fonds Invest agro industrie</i> 	
MARA, Moussa	Mali
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Ancien Premier Ministre</i> 	
NGALAMULUME, Berith Yakitenge	RDC
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Institut recherche Ebuleti- suivi du travail parlementaire</i> 	
NIANG, Talla	Sénégal
<ul style="list-style-type: none"> • <i>General de division, diplomate</i> 	
NUBUKPO, Kako	Togo/France
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Ancien Commissaire UMEOA, Universitaire</i> 	
OUEDRAOGO, Ablasse	Burkina Faso
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Ancien Ministre Affaires Étrangères</i> 	
PADACKE, Albert Pahimi	Tchad
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Ancien PM du Gouvernement du Tchad</i> 	
PEYROU, Pascal	Antenne Paris
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Secrétaire Général GIAF</i> 	
POIRIER, Jean Patrice	France
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Trésorier GIAF Consultant Eau et environnement</i> 	

SARR, Mouhamadou Bassirou (Cheickh)	Sénégal
• <i>Ancien Ministre</i>	
SEVAISTRE, Patrick	France
• <i>Consultant/enseignant développement secteur privé</i>	
SOUMANOU, Faidatou	Bénin
• <i>Présidente de la Jeune Chambre Internationale (JCI Bénin)</i>	
SIDI, Ould Tah	Mauritanie
• <i>Ancien Président de la BADEA, Candidat à la Présidence de la BAD</i>	
TOBOCHIANDOU, Axel	Bénin
• <i>Président de l'ONG CRYSTAL AGRO BENIN</i>	
TOGNIFODE, Véronique	Bénin
• <i>Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance</i>	
TOSSOU YARO, Crescentia	Bénin
• <i>Secrétaire Générale Adjointe du Ministère - DCAG</i>	
TRAORE, Néné	Mali
• <i>Secteur Privé Ancienne DG MC Mali</i>	
WADAGNI, Romuald	Bénin
• <i>Ministre d'Etat, en charge de l'Economie et des Finances</i>	
YABI, Gilles	Benin/Sénégal
• <i>Fondateur Think Tank Wathi</i>	
ZERBO, Lassina	Burkina Faso
• <i>Ancien Premier Ministre</i>	